BANQUE DE FRANCE
EUROSYSTÈME

REGION ILE DE FRANCE

Conjoncture française et opportunités de réformes structurelles.

22 novembre 2017

PLAN

1.La reprise économique s'installe et se consolide en France

2.Mais le taux de croissance est insuffisant pour réduire significativement le chômage

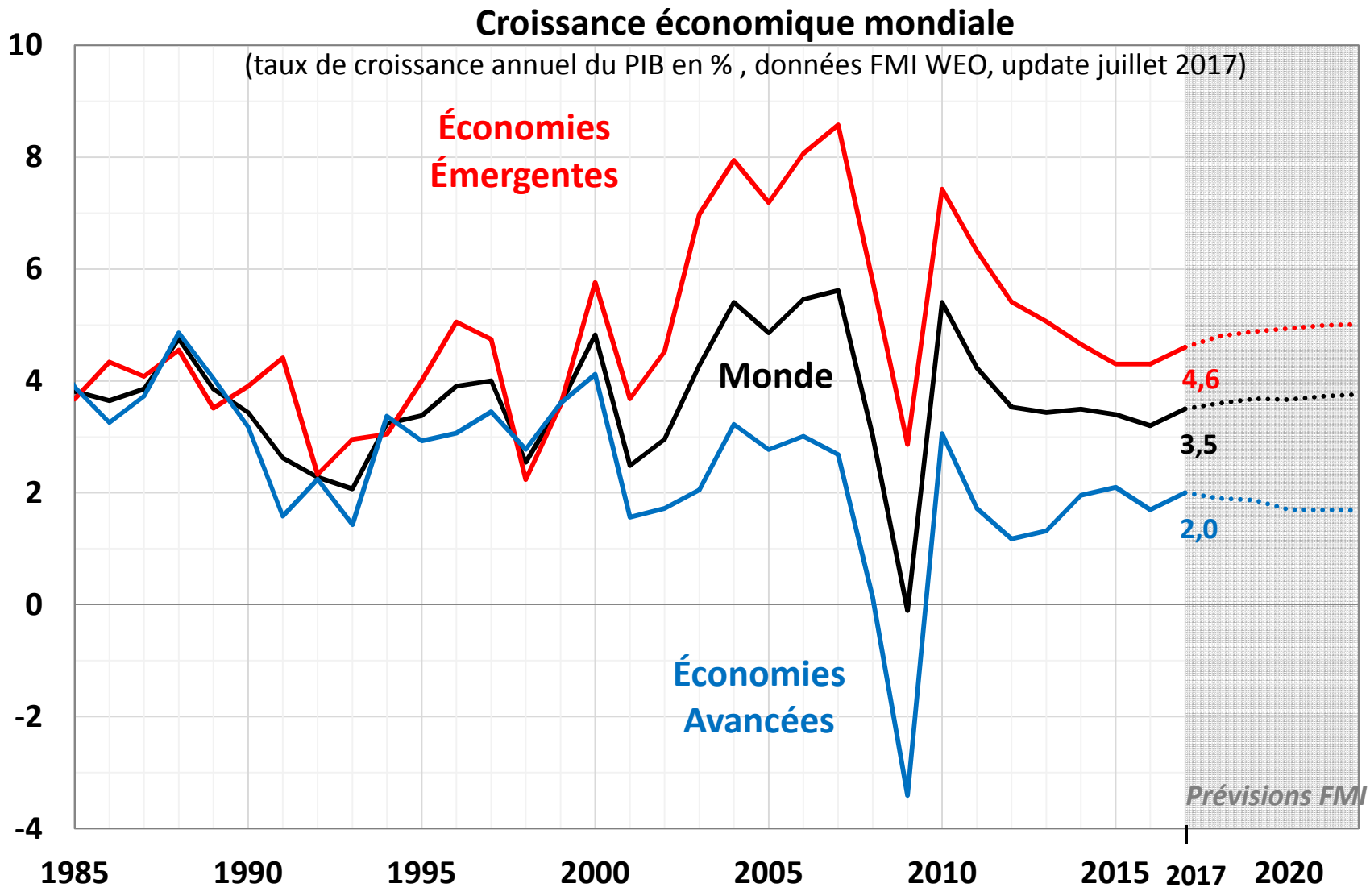
3. Les freins à la croissance

4.Des réformes pour une croissance forte et inclusive permettant de réduire le chômage et de conforter notre modèle social

1.La reprise économique s'installe et se consolide en France

- Une ZE dynamique dans un environnement mondial favorable
- Des trajectoires pays différentes
- La reprise française touche l'industrie comme les services marchands
- Et s'accompagne d'une vraie dynamique de créations d'entreprises, avec un timide retour des usines

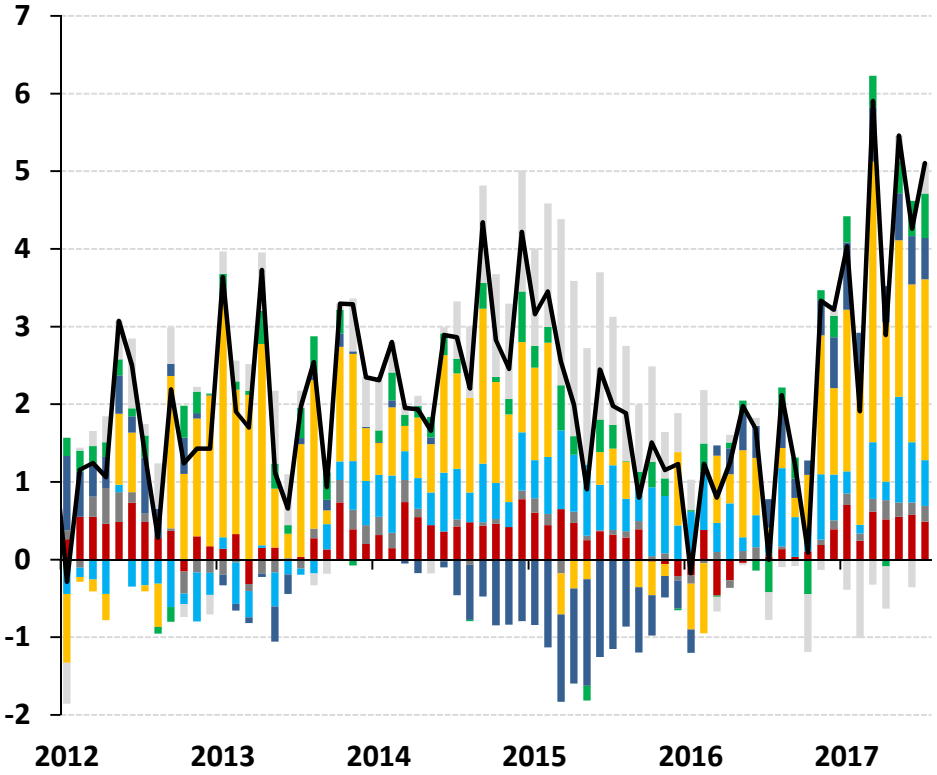
1. Une croissance mondiale encore en deçà du niveau d'avant crise



1. Mais une dynamique positive du commerce mondial

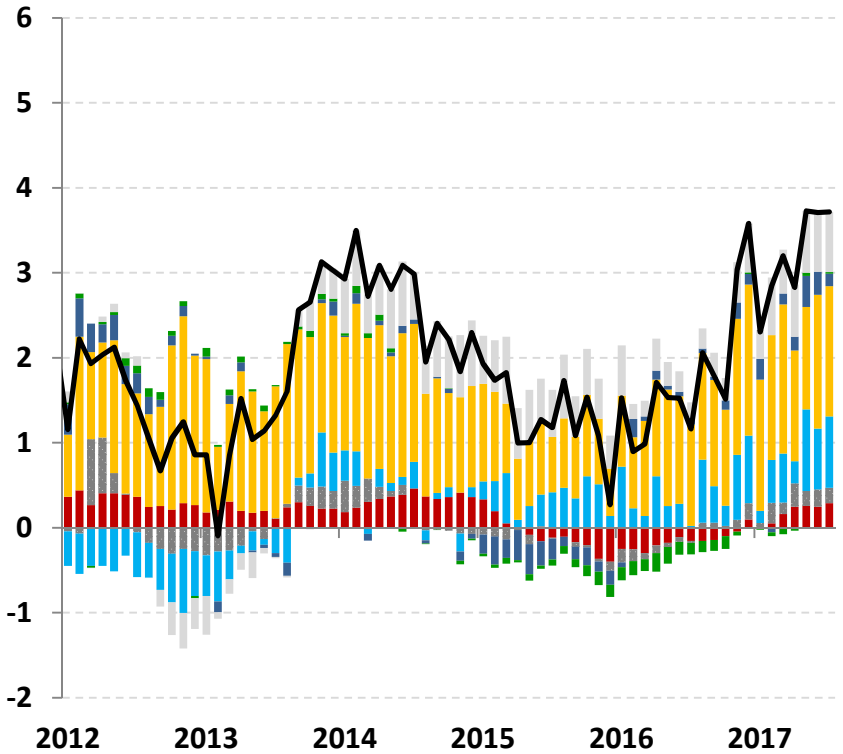
Croissance du commerce mondial

Sources : CPB, FMI (g.a. en % ; dernières données : juillet 2017)



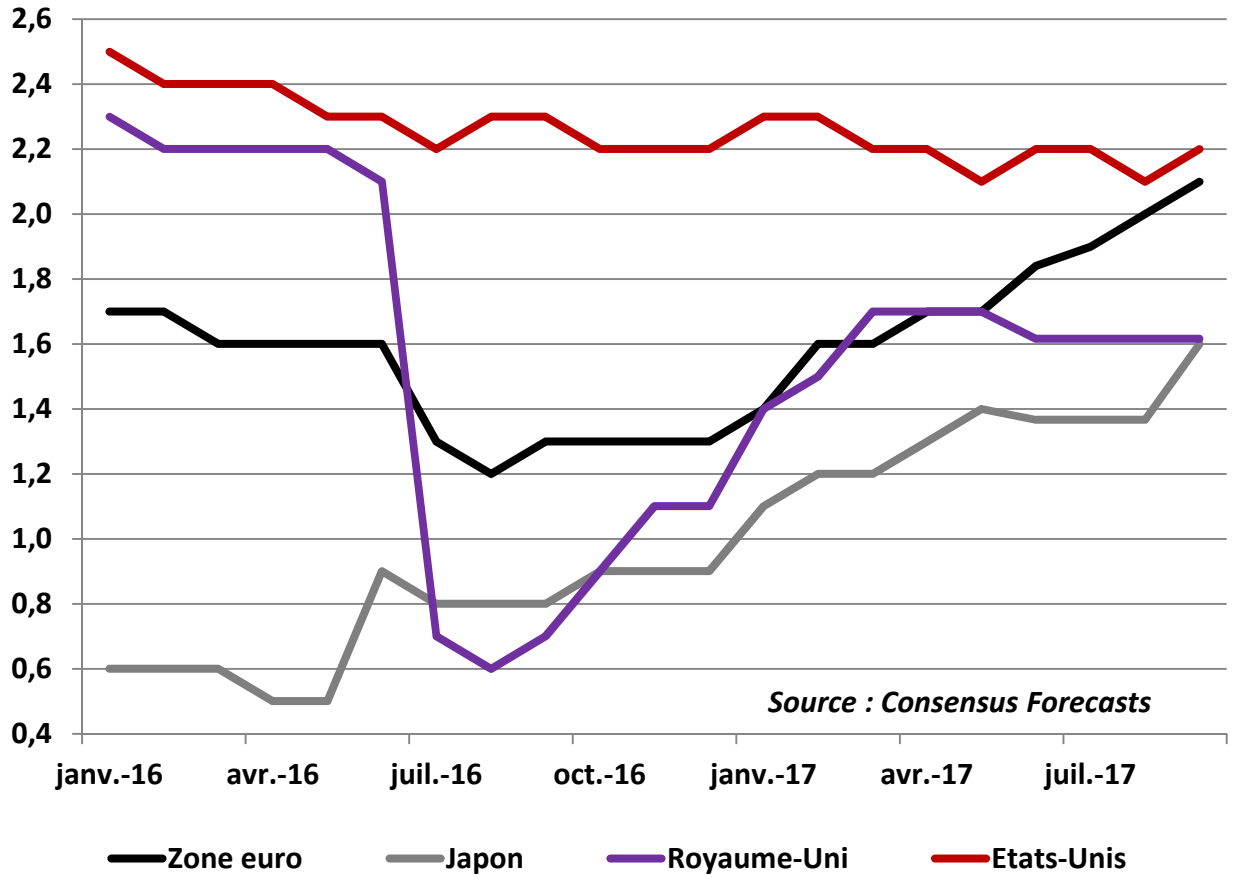
Croissance de la production industrielle mondiale

Sources : CPB, FMI (g.a. en % ; dernières données : juillet 2017)



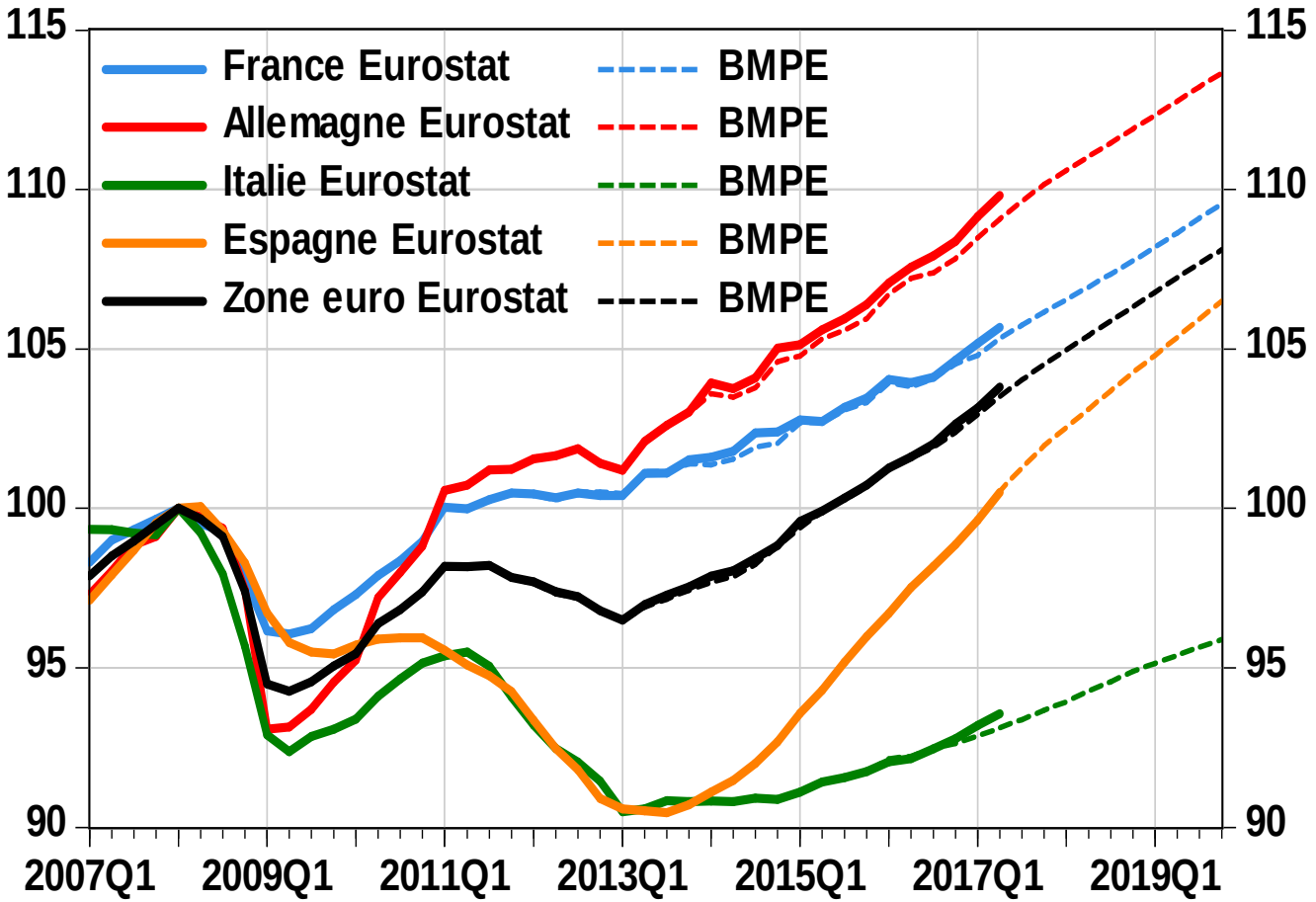
Notes : l'agrégation au niveau mondial pour les deux indicateurs (production industrielle et commerce) repose sur la part de chaque pays/zone dans le commerce mondial.

1. Une accélération des prévisions de croissance pour 2017 favorable à la ZE



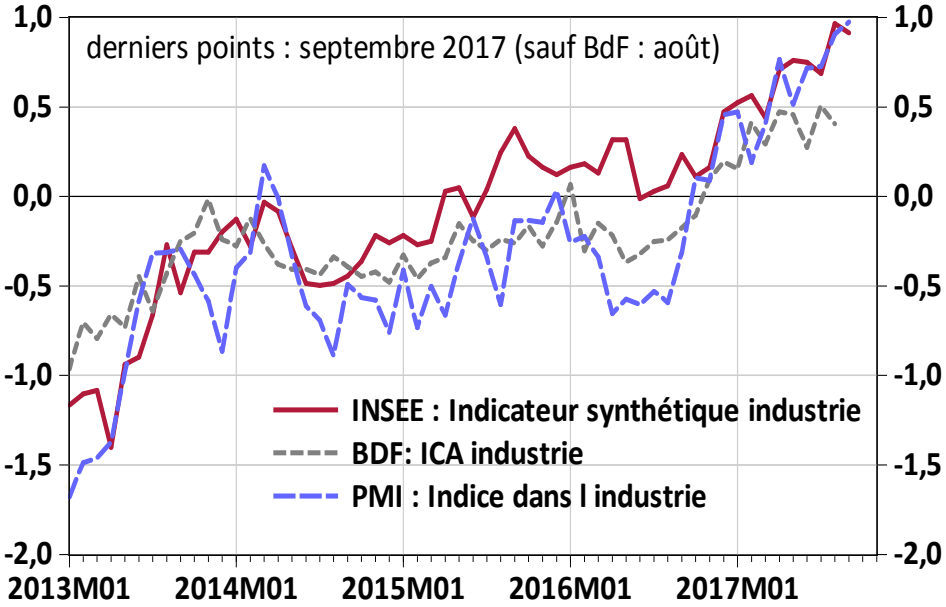
1. Avec des trajectoires pays différenciées

PIB en volume (2008 T1=100) : Eurostat 17-T2,
prév. BMPE juin 2017

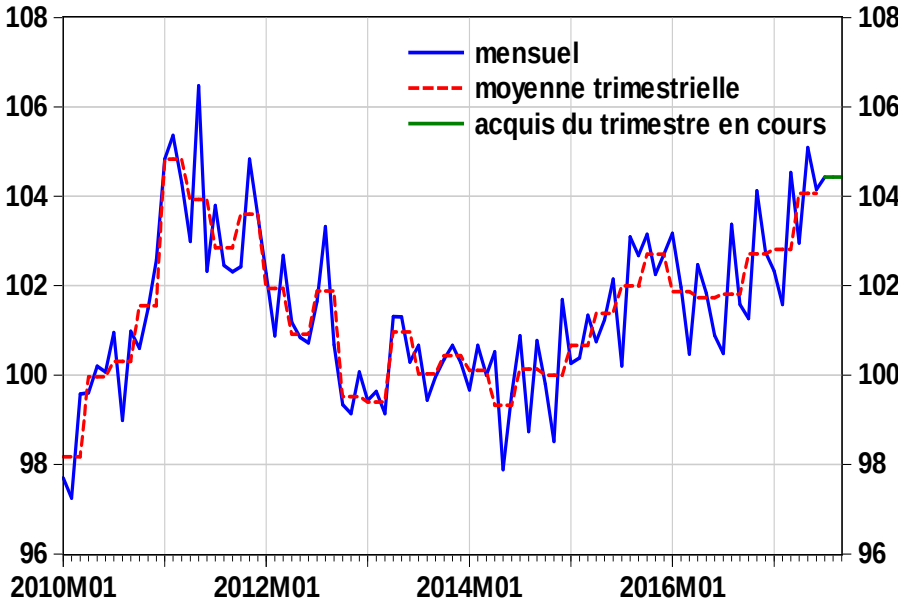


1. Un T3 dynamique en France avec une Prévision BDF à 0,5% pour T4

France : indicateurs du climat des affaires dans l'industrie
(variables centrées réduites)



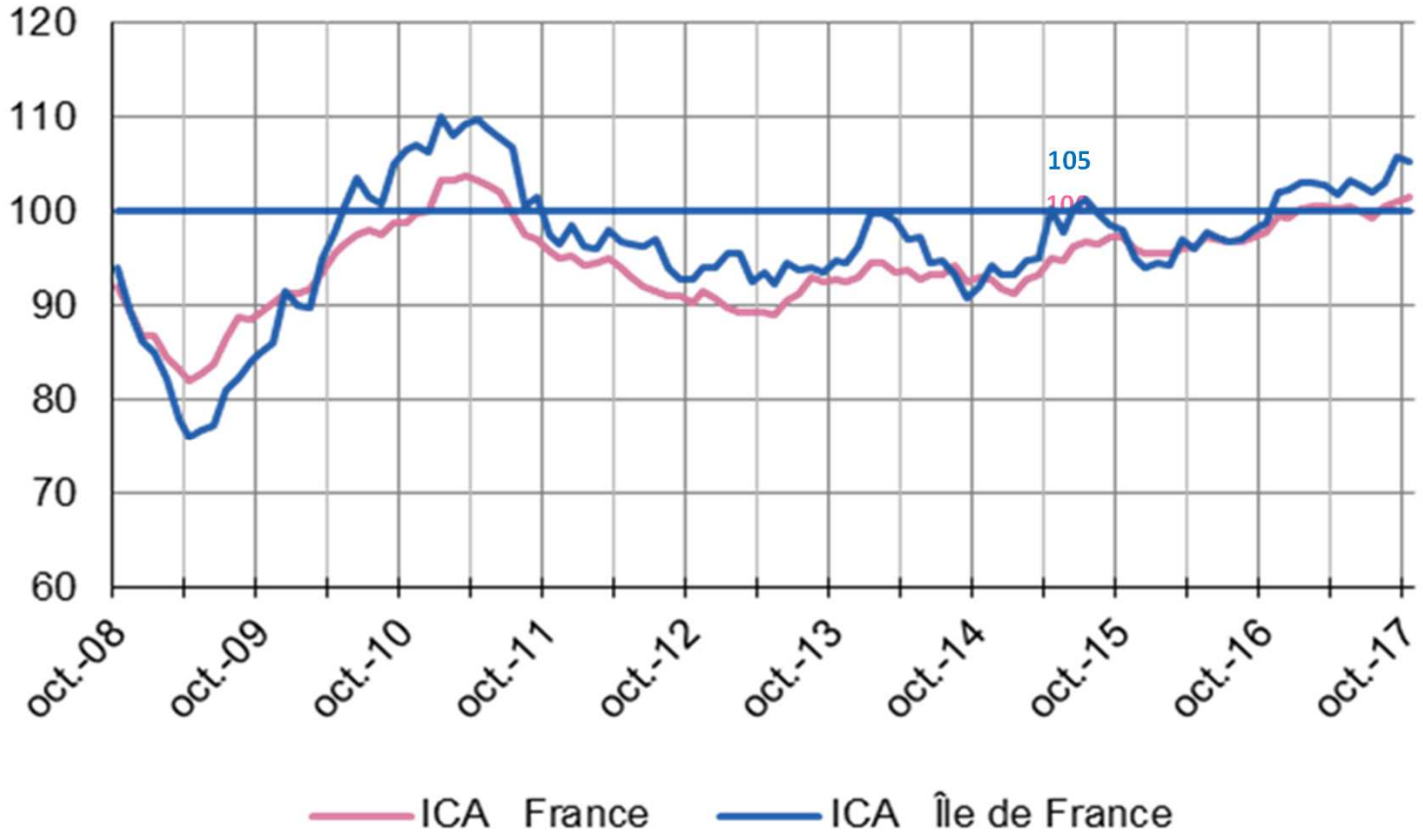
Indice de la production industrielle pour l'industrie manufacturière



- Enquêtes dans l'industrie très nettement supérieures à leur moyenne de long terme

1.Un Indicateur du climat des affaires bien orienté dans les services marchands

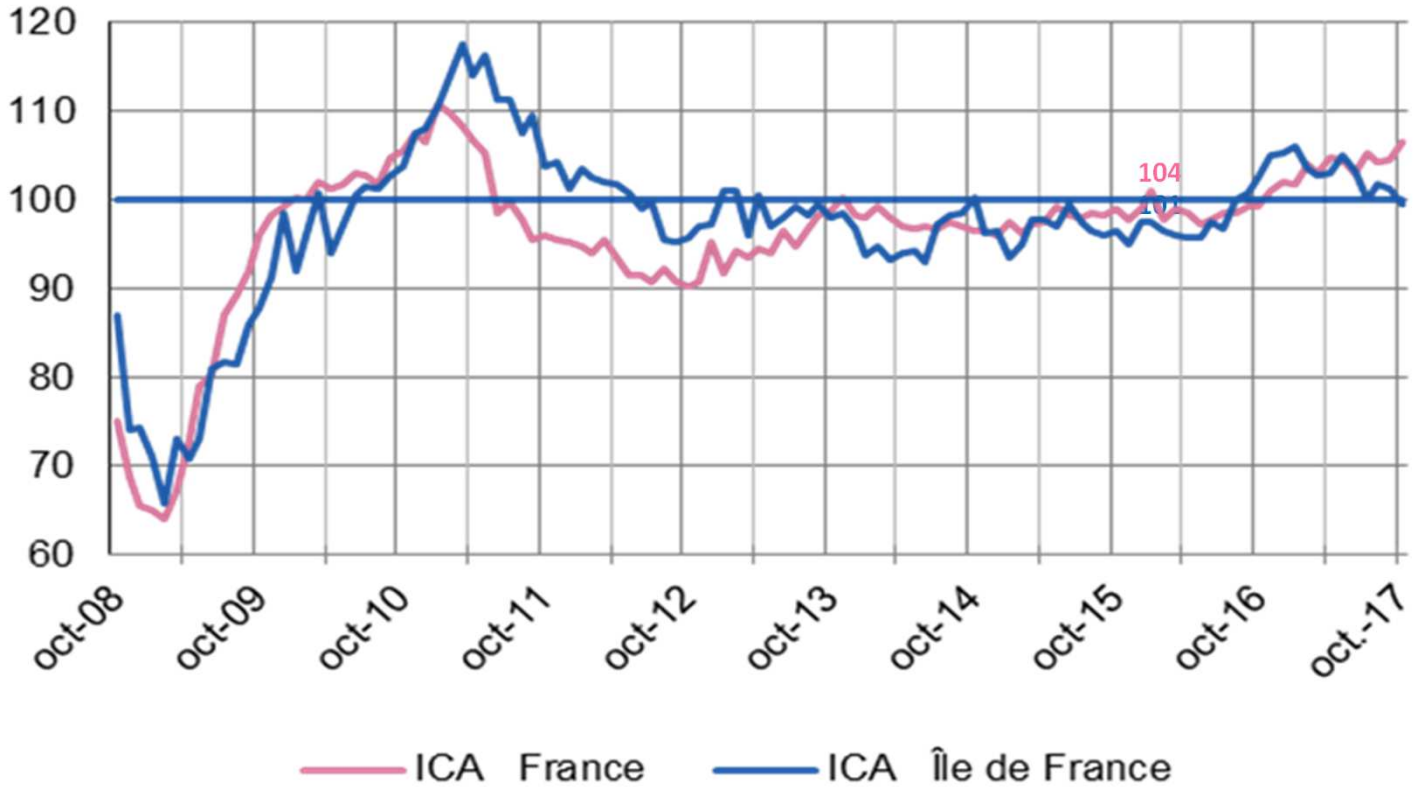
Indicateur du climat des affaires dans les services marchands



indice 100 = moyenne de longue période depuis début 1989 au niveau national et début 2002 au niveau régional

1. Comme dans l'industrie

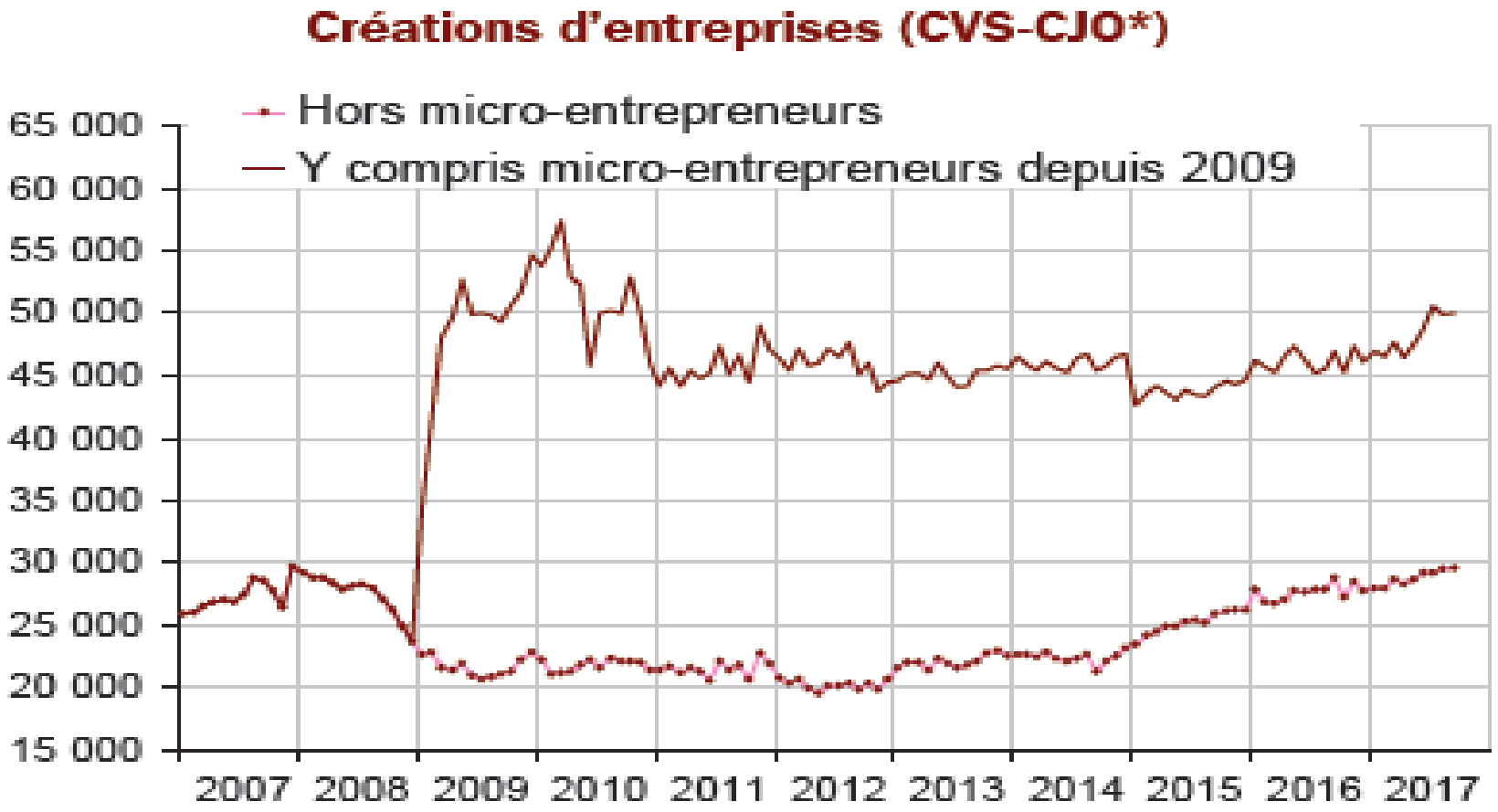
Indicateur du climat des affaires dans l'industrie



indice 100 = moyenne de longue période depuis début 1981 au niveau national et début 1996 au niveau régional

Île de France – Octobre 2017

1. Un vrai dynamisme de la création d'entreprises



* Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables
Source : Insee, Sirene

1. Et un recul des défaillances

Les défaillances d'entreprises France
Ventilation par secteurs d'activité

	sept-16	septembre 2017	TCA 2017/2016
AZ Agriculture, Sylviculture et Pêche	1 403	1 502	7
BE Industrie	4 151	3 947	-5
FZ Construction	14 320	12 304	-14
GZ Commerce - Réparation automobile	12 861	12 095	-6
HZ Transports et entreposage	1 741	1 818	4
IZ Hébergement et Restauration	7 944	7 261	-9
JZ Information et Communication	1 410	1 387	-2
KZ Activités Financières et d'Assurance	1 144	1 081	-6
LZ Activités Immobilières	2 130	1 825	-14
MN Activités Techniques et Services Administratifs	6 298	5 817	-8
PS Enseignement, Santé, Action Sociale et Services aux Ménages	5 607	5 416	-3
Ensemble de l'économie	59 415	54 969	-8

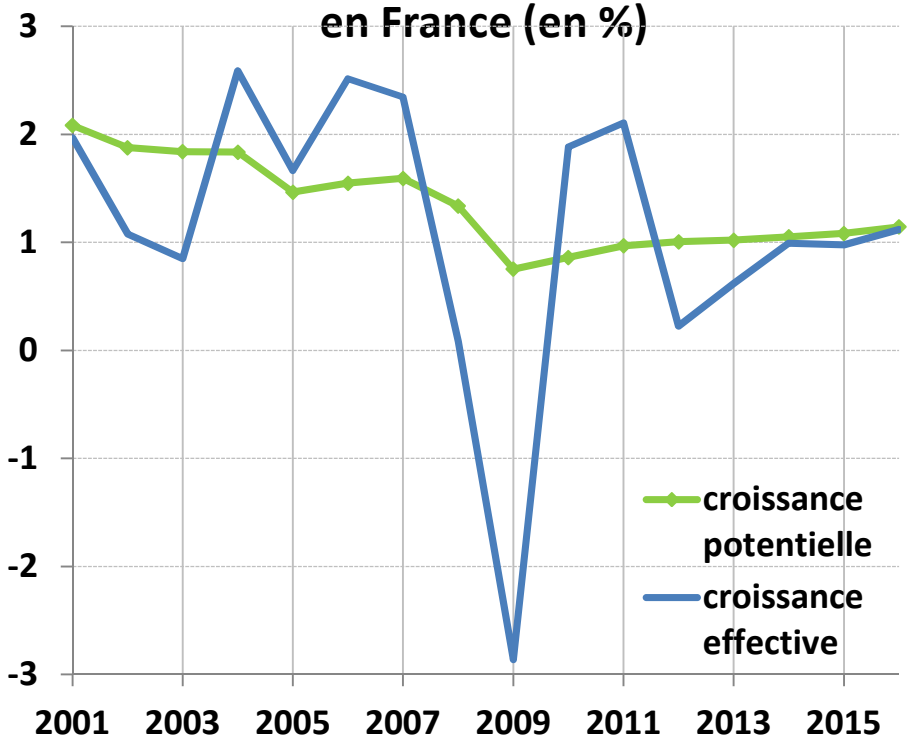
2.Le taux de croissance est insuffisant pour réduire significativement le chômage

- La croissance française est en retard sur celle de la ZE
- Le chômage enregistre une baisse en ZE, avec des écarts importants entre pays-membres
- La création d'emplois est pourtant bien repartie en France
- La taux d'activité des 25-64 ans est faible en France

Source : Direction des Affaires Régionales – Ile de France

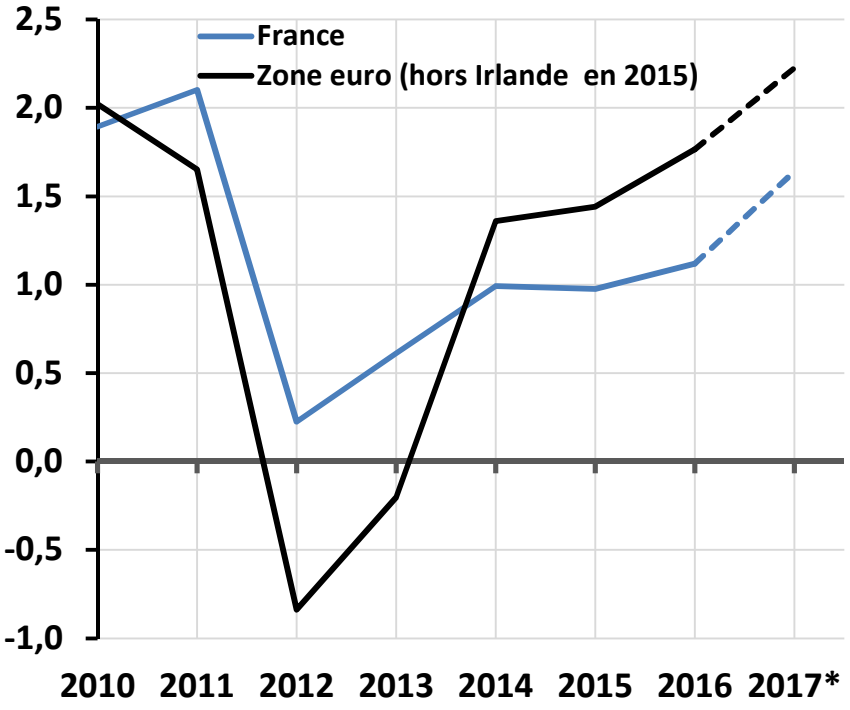
2.La croissance française est en retard sur la moyenne de la ZE.

Croissance effective et croissance potentielle en France (en %)



Sources : Banque de France et Insee.

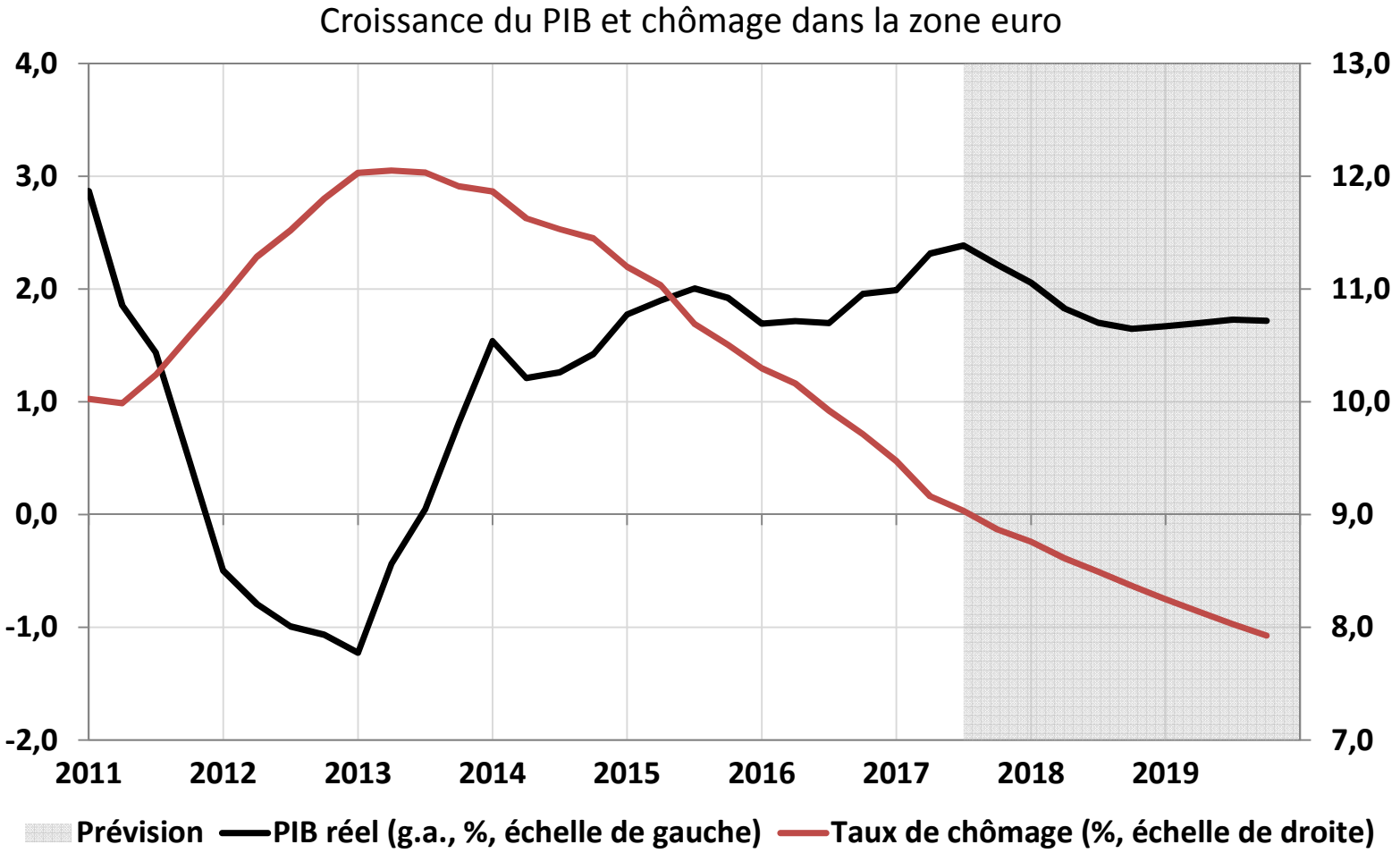
Évolution du PIB de la zone euro et de la France



Sources : BCE (zone euro), Banque de France (France)
* : prévisions septembre 2017

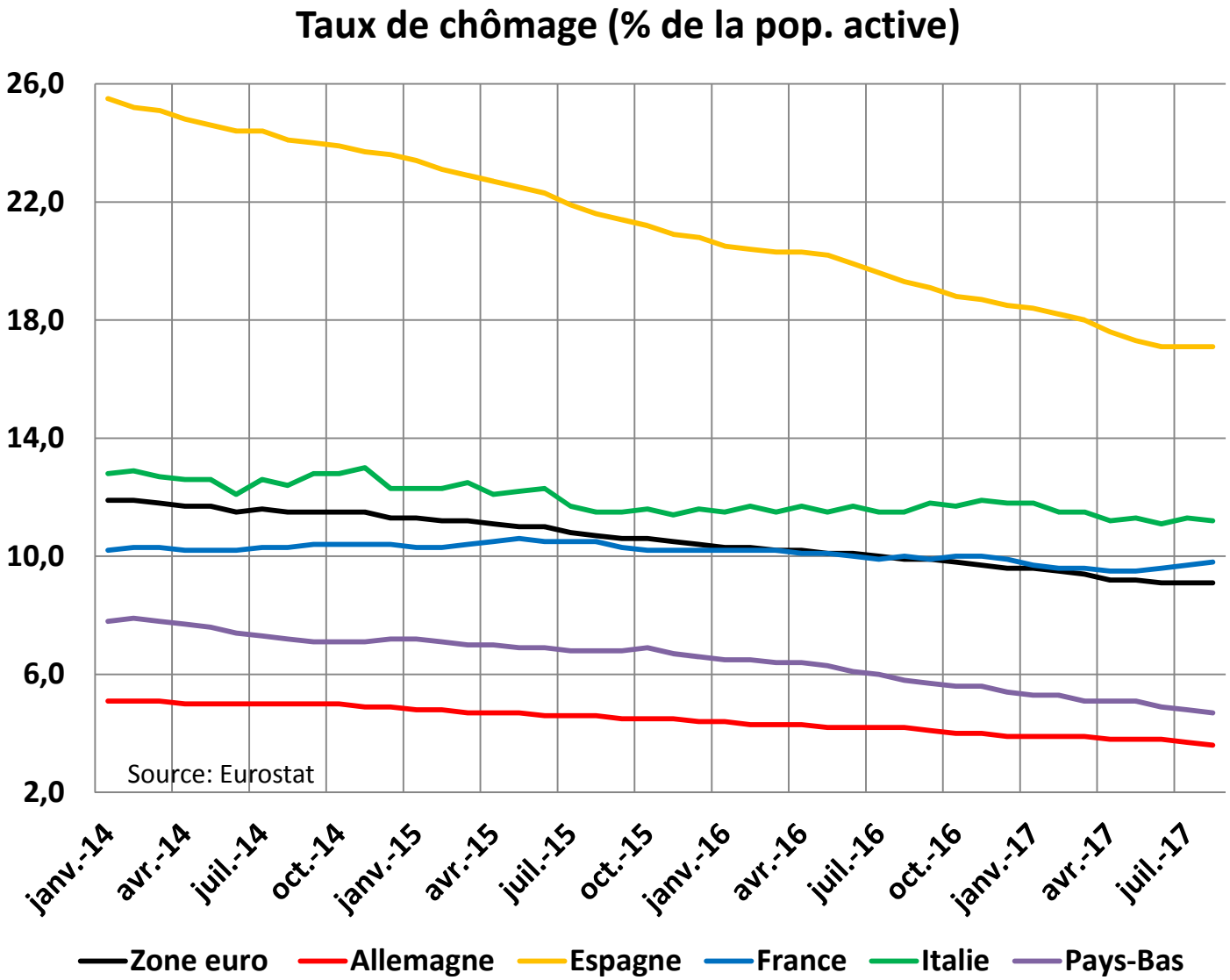
2.Le chômage enregistre une baisse continue en zone euro

- **6 millions d'emplois créés depuis 2013**



Source: MPE, septembre 2017

2. Avec de très forts écarts entre pays membres



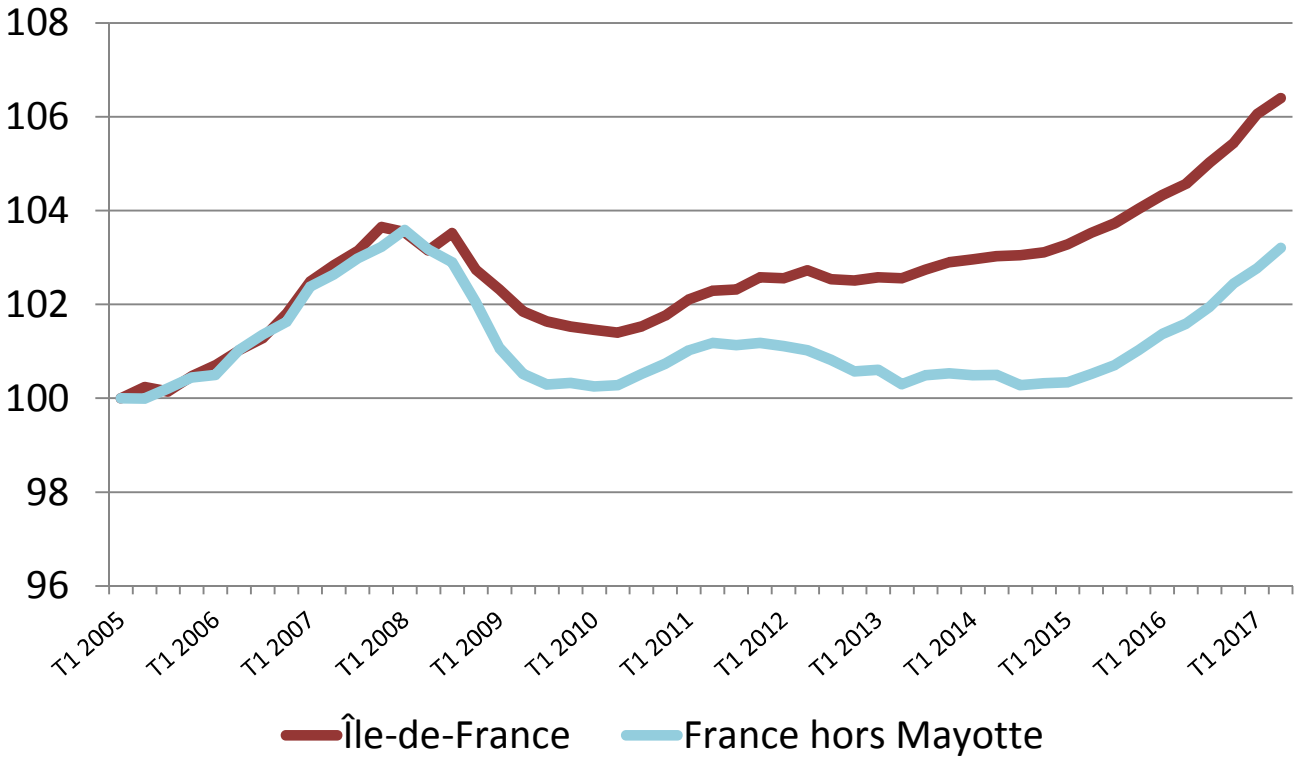
2. La création d'emplois salariés marchands est pourtant bien repartie en France…

Évolution de l'emploi salarié marchand

Indice base 100 au 1er trimestre 2005

En un an, elle atteint + 1,6 % en France métropolitaine (249 700 emplois supplémentaires).

(+1,8% en IDF soit 72 500 emplois supplémentaires)



Source : INSEE

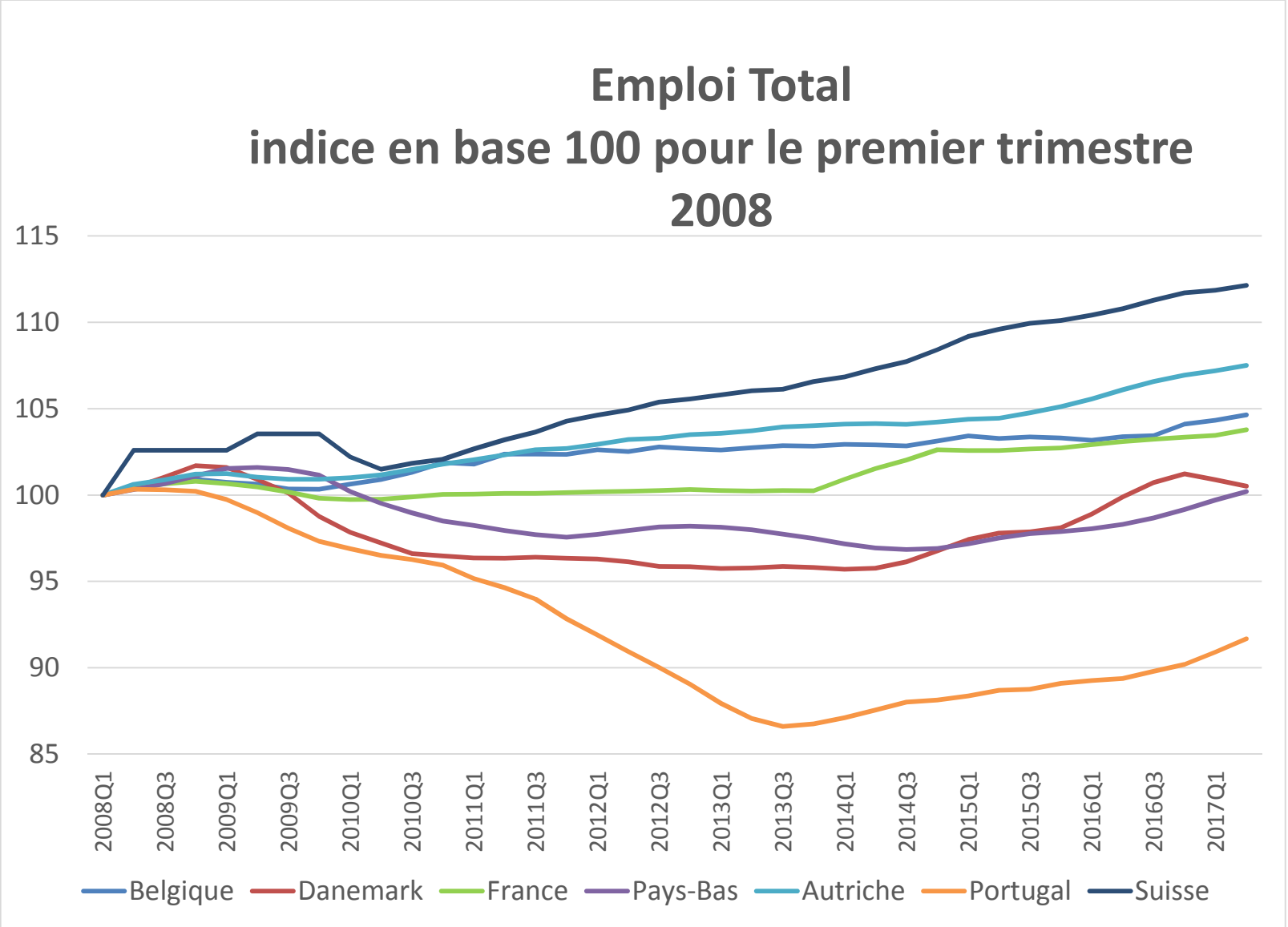
BANQUE DE FRANCE
EUROSYSTÈME

2. La France se positionne honorablement en Europe

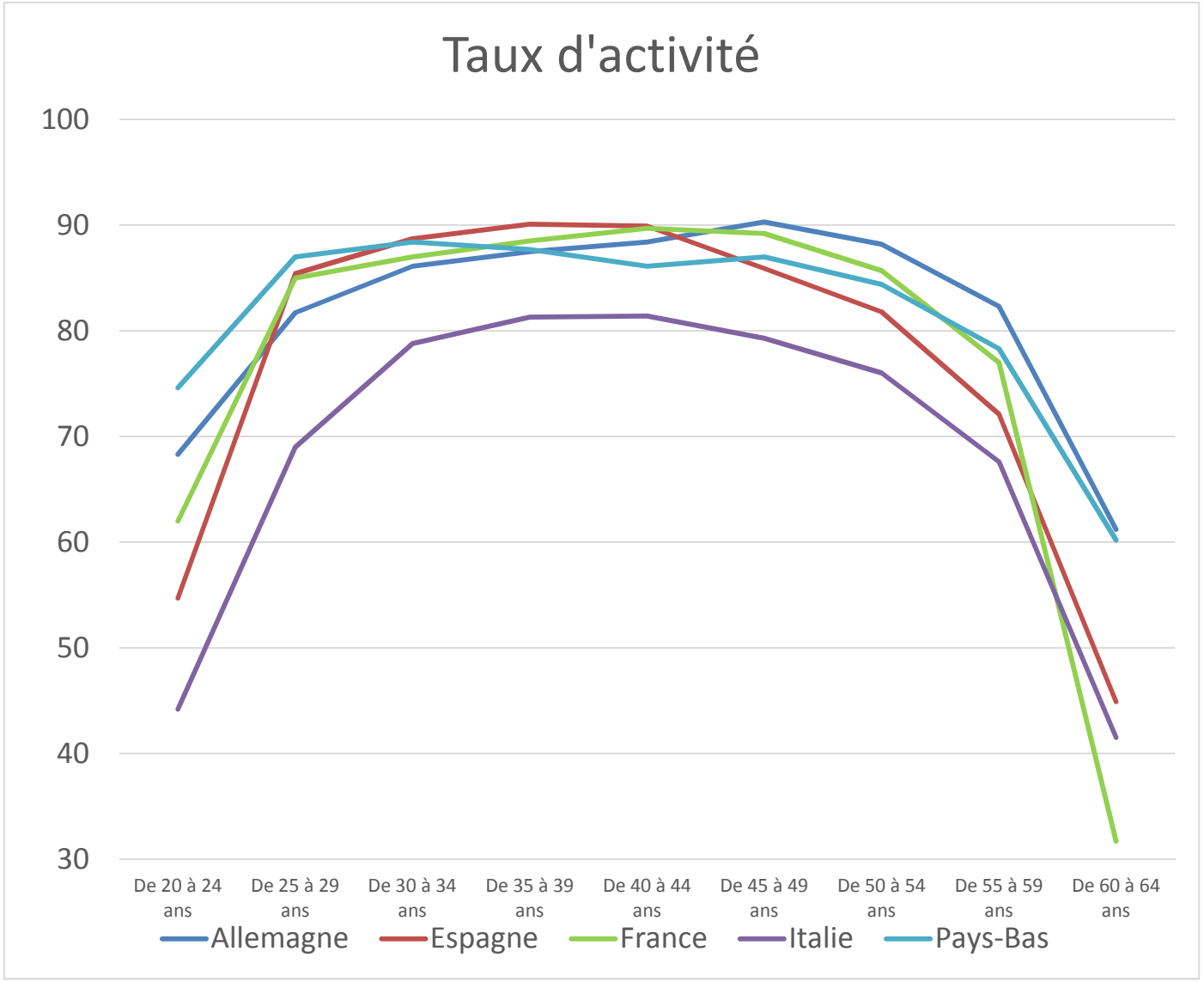
Taux de création d'emploi en Europe de 2008 à 2017

	2008t2-2017t2	2008t2-2013t2	2013t2-2017t2
France	3,93%	-0,50%	4,45%
Belgique	4,47%	3,05%	1,38%
Danemark	-1,66%	-5,73%	4,32%
Allemagne	8,37%	3,68%	4,52%
Irlande	-3,93%	-12,92%	10,33%
Espagne	-8,88%	-16,89%	9,63%
Italie	-0,78%	-4,52%	3,92%
Pays-Bas	-0,01%	-3,35%	3,45%
Autriche	6,34%	2,69%	3,55%
Portugal	-7,55%	-14,07%	7,59%
Royaume-Uni	8,01%	0,81%	7,14%
Suisse	9,74%	3,64%	5,89%

2. Et l'emploi total a plutôt bien résisté aux crises



2. Mais le taux d'activité des 25-64 ans est très faible en France

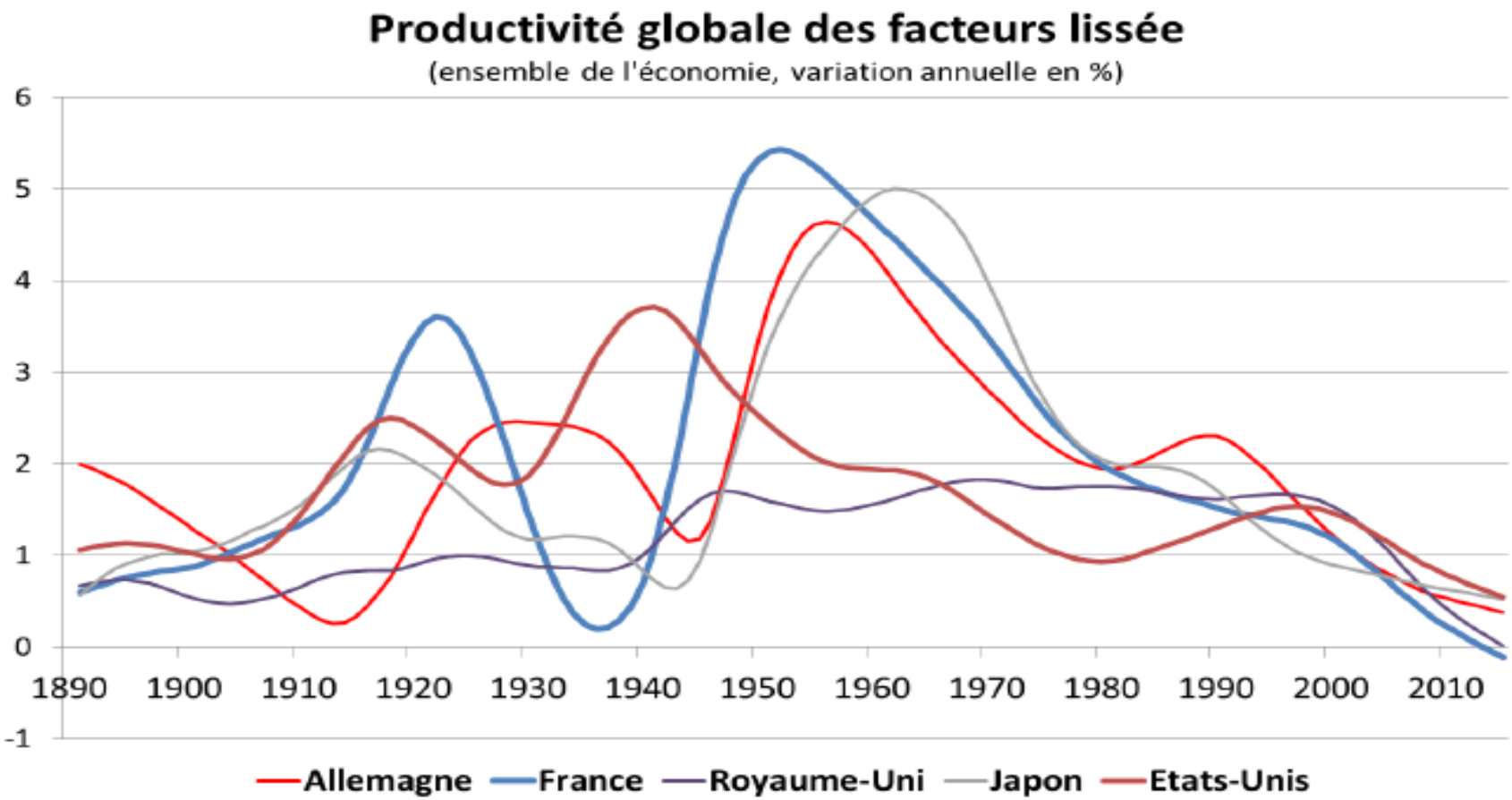


3. Les freins à la croissance

- Une hausse faible de la productivité
- Le déficit extérieur se creuse à nouveau
- Une compétitivité insuffisante
- Une dépense publique particulièrement lourde
- Mais qui permet le fonctionnement d'un modèle social à préserver.

3. La croissance est handicapée par une faible progression de la productivité

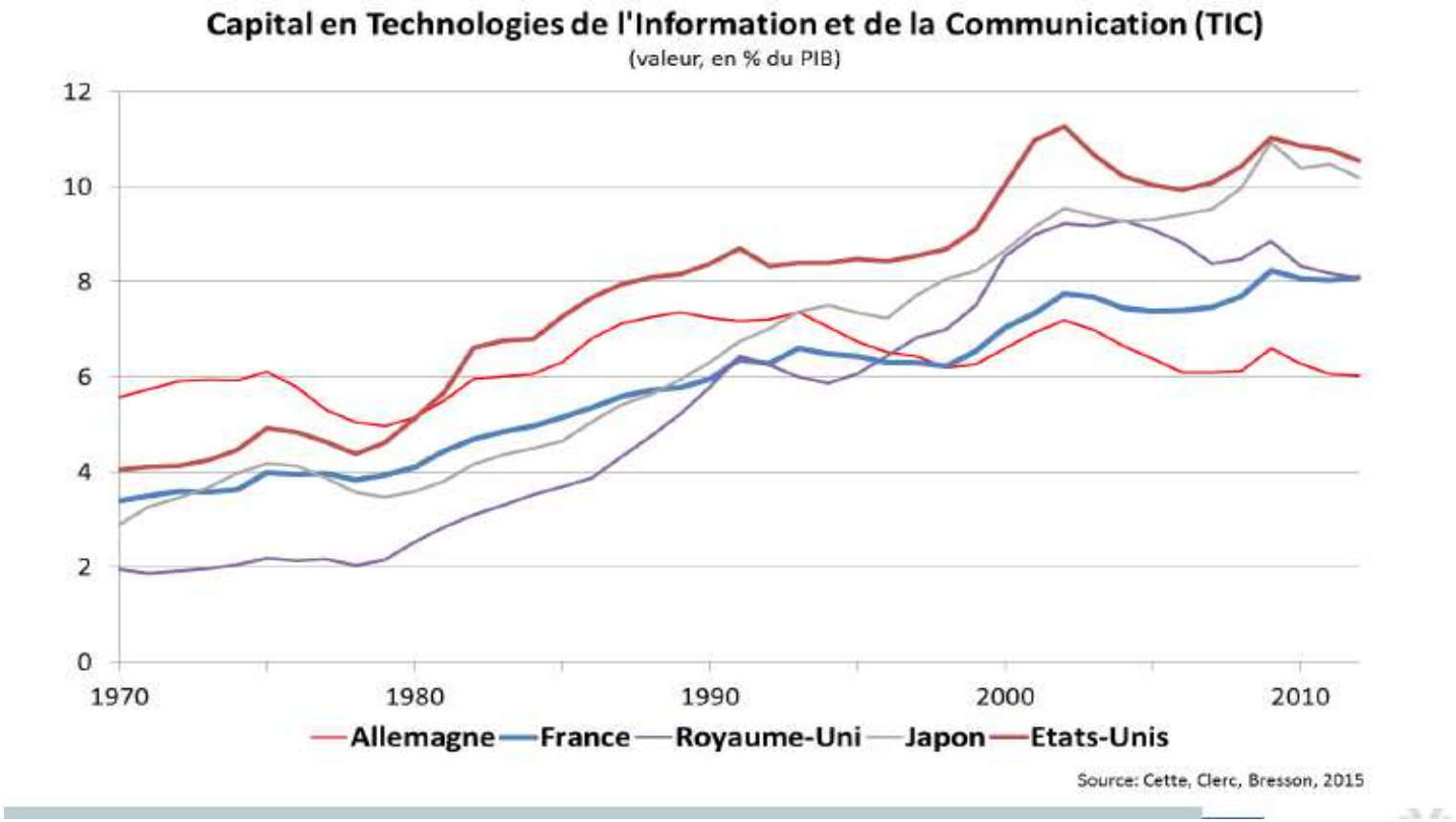
Ralentissement de la productivité française, atteignant un rythme historiquement faible, comme dans les autres pays avancés



Source: Bergeaud, Cette, Lecat, 2016

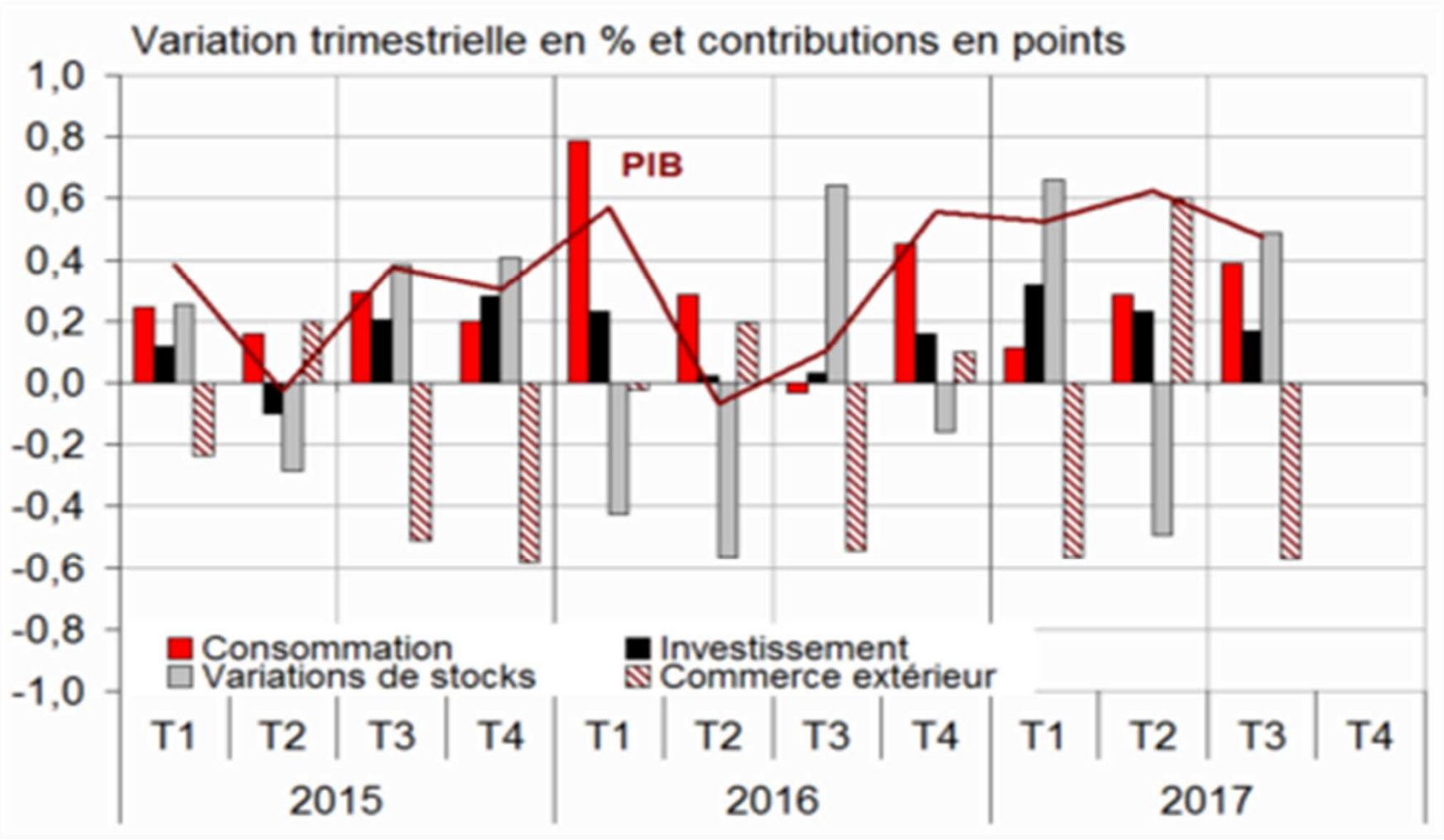
BANQUE DE FRANCE
EUROSYSTÈME

3. Des marges significatives de rattrapage existent en France



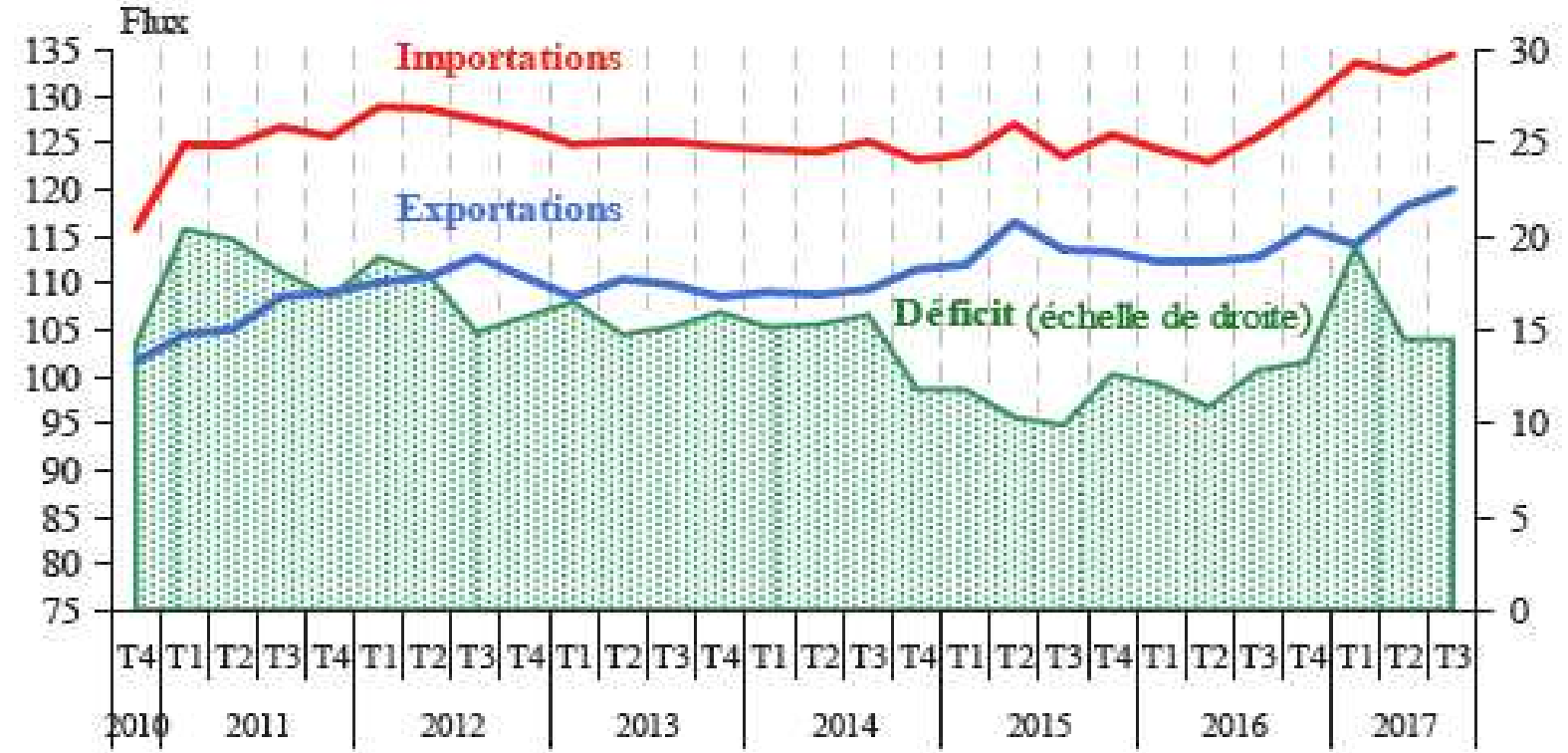
3. La croissance française est handicapée par le déficit commercial extérieur

Le produit intérieur brut et ses composantes



3. Qui a recommencé à se creuser

❷ Evolution trimestrielle des échanges et du déficit depuis 2010 (en milliards d'euros)



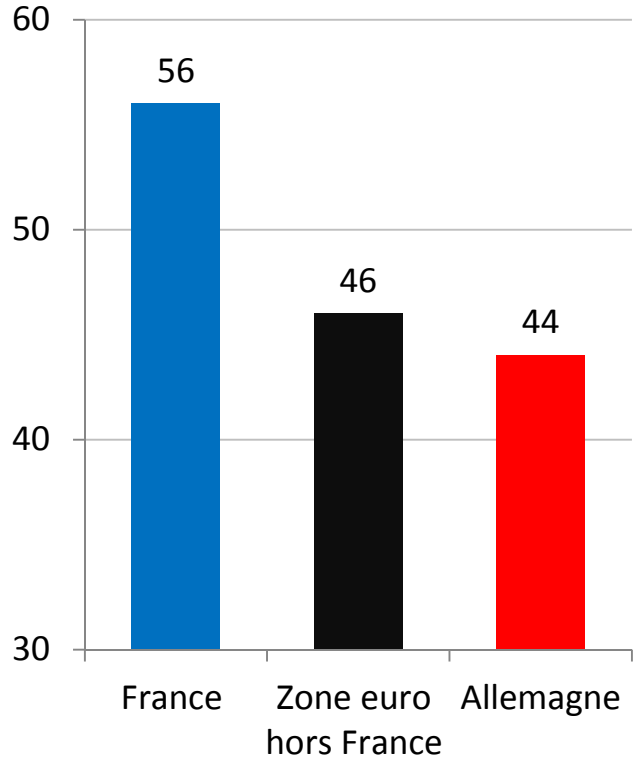
Source : Douanes - Données estimées FAB-FAB, CVS-CJO
y compris matériel militaire

3. La compétitivité française est insuffisante…

3. Une dépense publique en % du PIB particulièrement lourde.

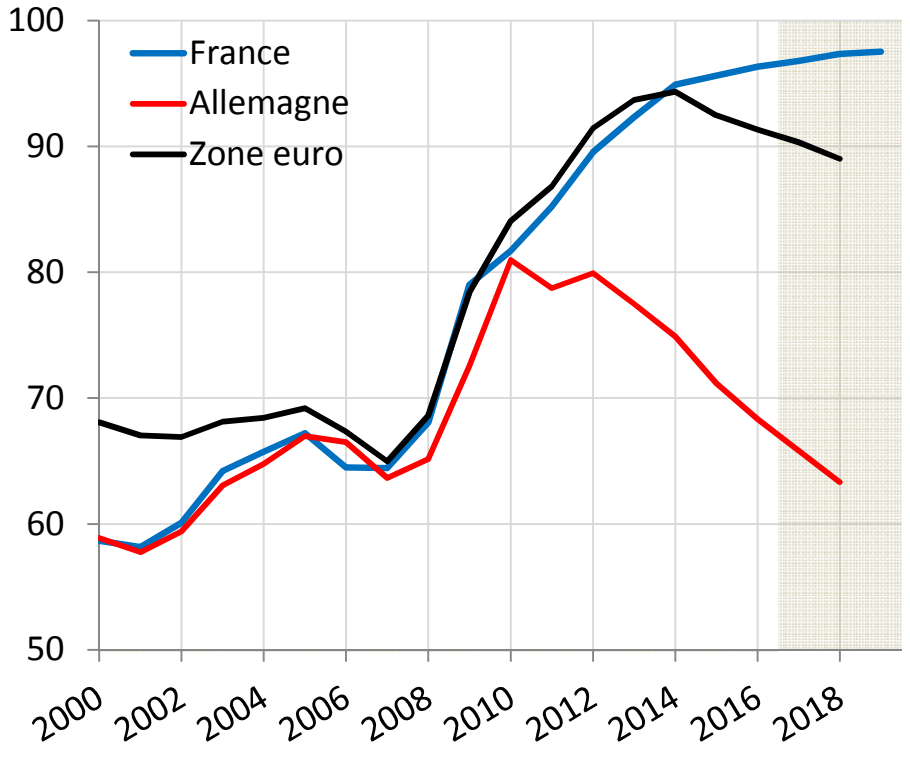
Un coût trop élevé pour un modèle social proche.

Dépenses publiques en % du PIB en 2016



Sources : Insee, Eurostat.

Évolution du ratio de dette publique / PIB (en %)



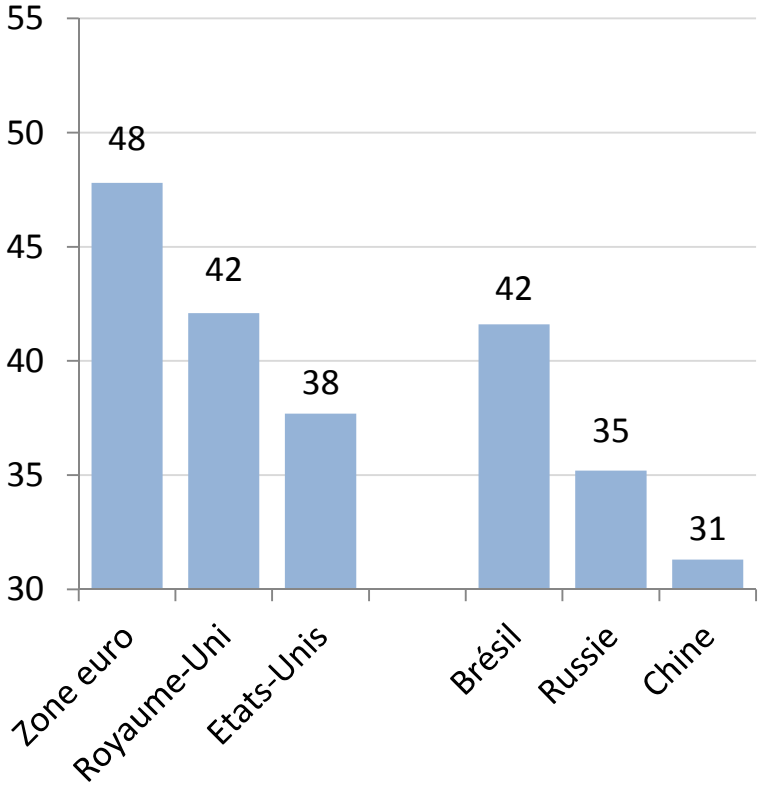
Sources : Insee, Banque de France pour la France, Commission européenne pour l'Allemagne et la zone euro.

3. La dépense publique permet l'existence d'un modèle social à préserver

- ✓ Un niveau de services publics élevé
- ✓ Des inégalités plus faibles
- ✓ Une forte intensité du dialogue social

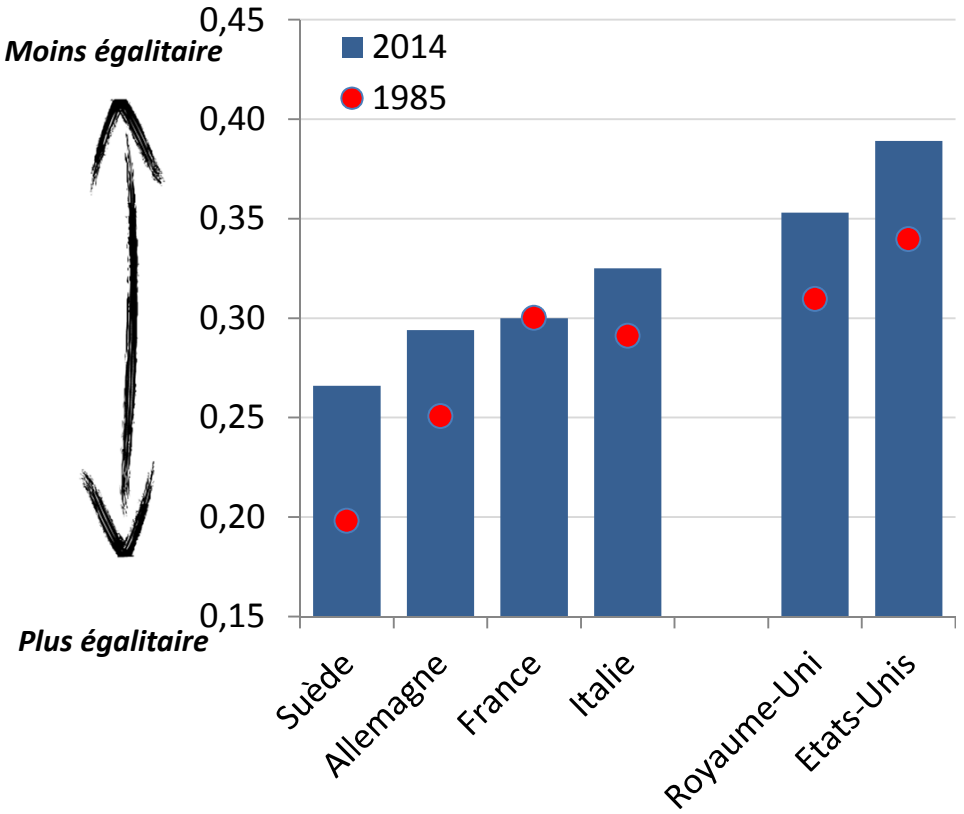
Dépenses publiques en % du PIB

2016 ou dernière année disponible



Évolution de l'indice de Gini des inégalités

(après taxes et transferts) entre 1985 et 2014

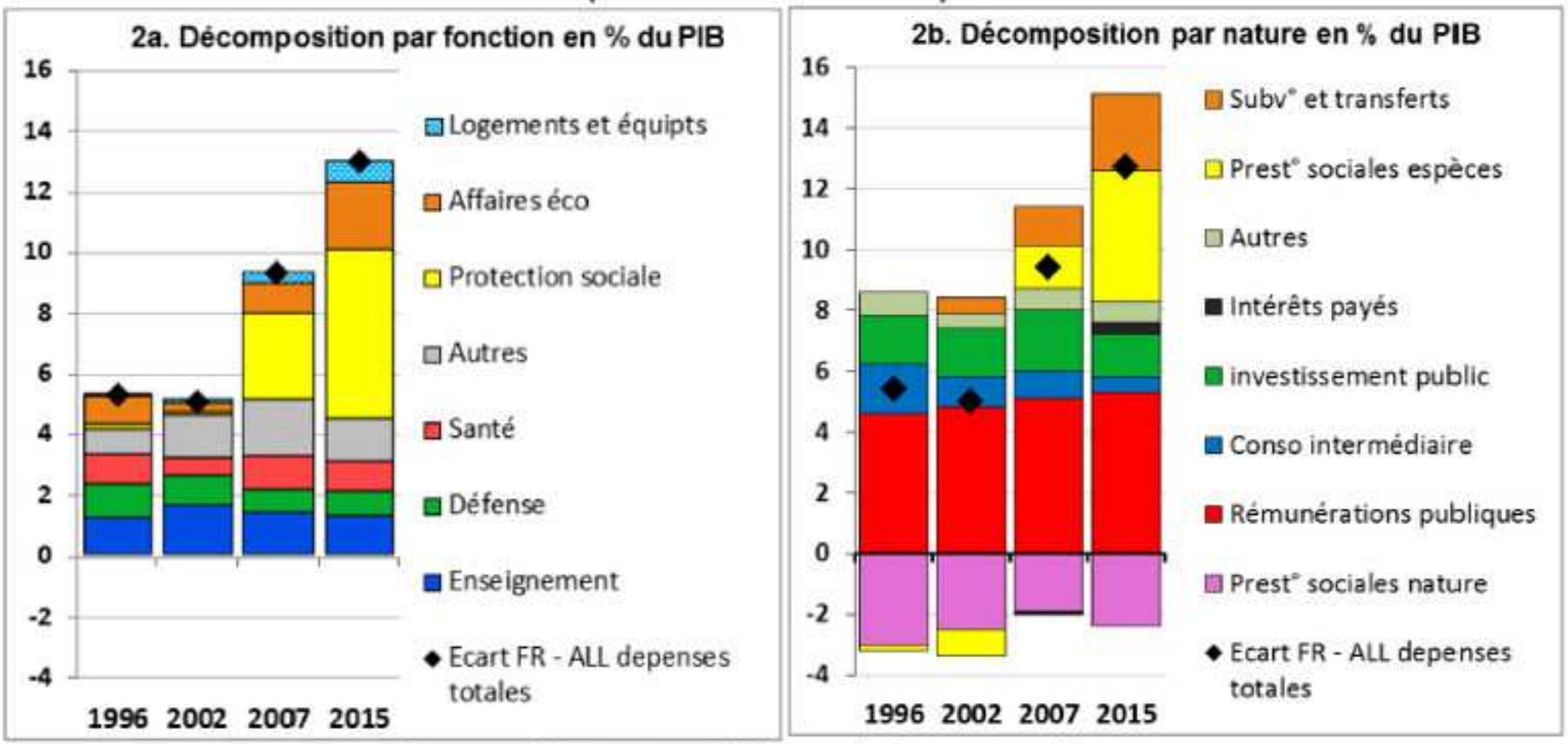


Note : (1) Pour les États-Unis, données 2014

Sources : OCDE; Eurostat; FMI

3. mais peut être plus efficace

Graphique 2 : Des dépenses publiques plus élevées en France qu'en Allemagne (écart Fr-All en % du PIB)



Sources : Eurostat- statistiques de finances publiques

Contributions estimées pour la période 1992-2016

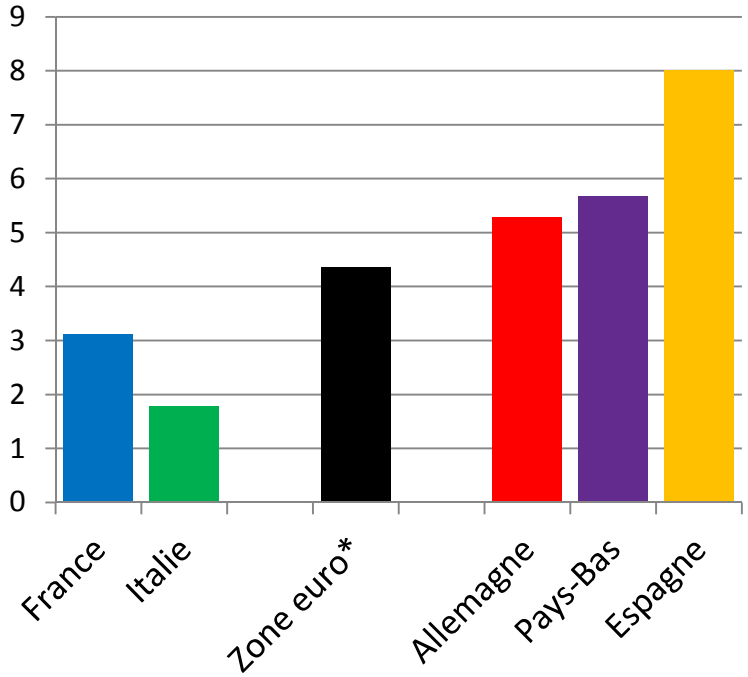
4. Des réformes pour une croissance forte et inclusive

- Les réformes, est-ce que ça marche?
- Les apports des études de l'OCDE et du FMI
- Relever les défis français
- -Et l'Europe?

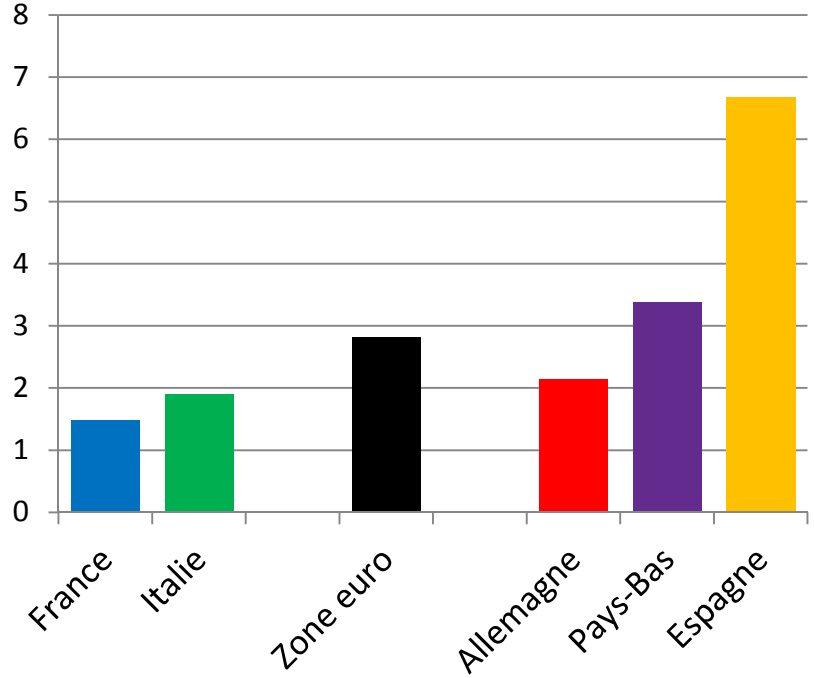
Contributions estimées pour la période 1992-2016

4. Les réformes , est-ce que ça marche?

Croissance cumulée du PIB 2014-2016 (%)



Croissance cumulée de l'emploi marchand 2014-2016 (%)



*hors Irlande.

Source : Eurostat.

4. Les apports des études de l'OCDE et du FMI

- Les outils qui stimulent l'emploi
- Et les freins
- Il faut croiser les politiques publiques: fiscalité, formation
- Les impacts sont plutôt à long terme qu'à brève échéance

4. Relever le défi français : oser les réformes nécessaires et possibles (1/2)

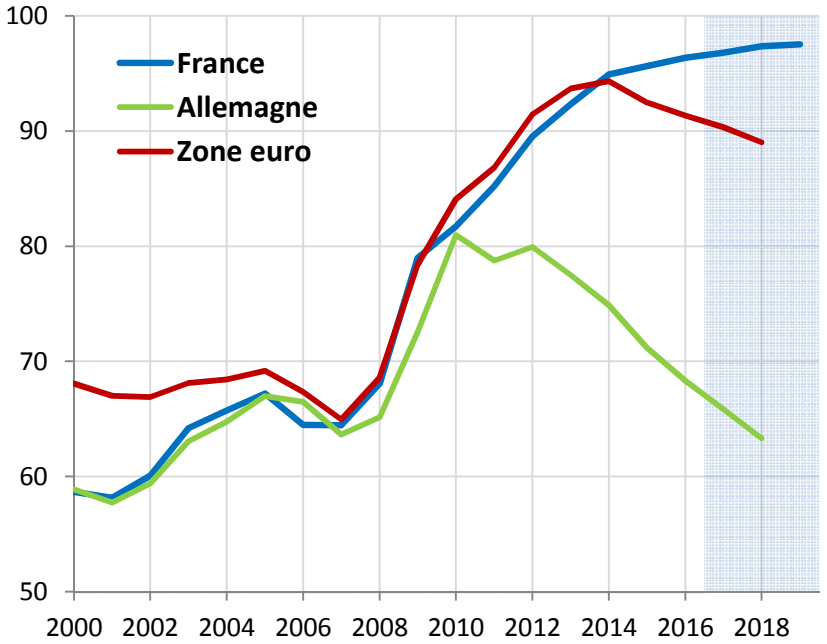
Reprendre le contrôle de nos dépenses publiques

- Un enjeu de **compétitivité** : des « frais généraux de la Nation » beaucoup plus lourds que chez nos voisins européens (56 % du PIB, contre 46 % en moyenne en zone euro hors France) ; et l'écart n'a cessé de se creuser
- Un enjeu de **souveraineté** : retrouver la maîtrise de notre dette publique pour faire face à la remontée future des taux d'intérêt

➢ Pas d'effet récessif d'une stabilisation des dépenses en volume

➢ L'opportunité d'un service public plus lisible et plus efficace : prévisibilité pluriannuelle / choix de priorités / responsabilisation des gestionnaires

Évolution du ratio de dette publique par rapport au PIB (en %)



Sources : Insee, Banque de France pour la France, Commission européenne pour l'Allemagne et la zone euro.

4.Relever le défi français: oser les réformes nécessaires et possibles (2/2)

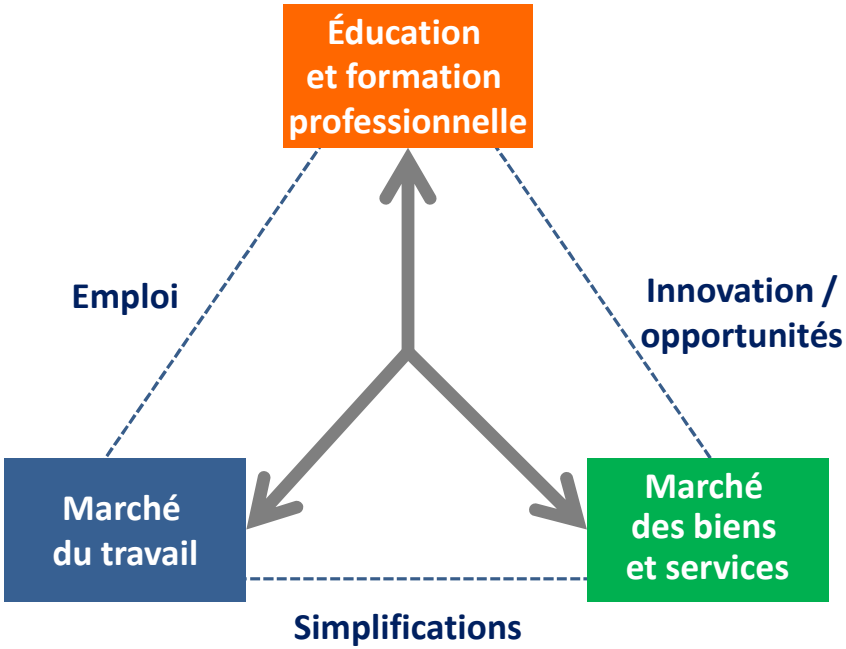
Poursuivre une ambition de transformation globale et par là équitable

- Une France plus forte, c'est une France avec plus de talents humains et moins de règles inefficaces :

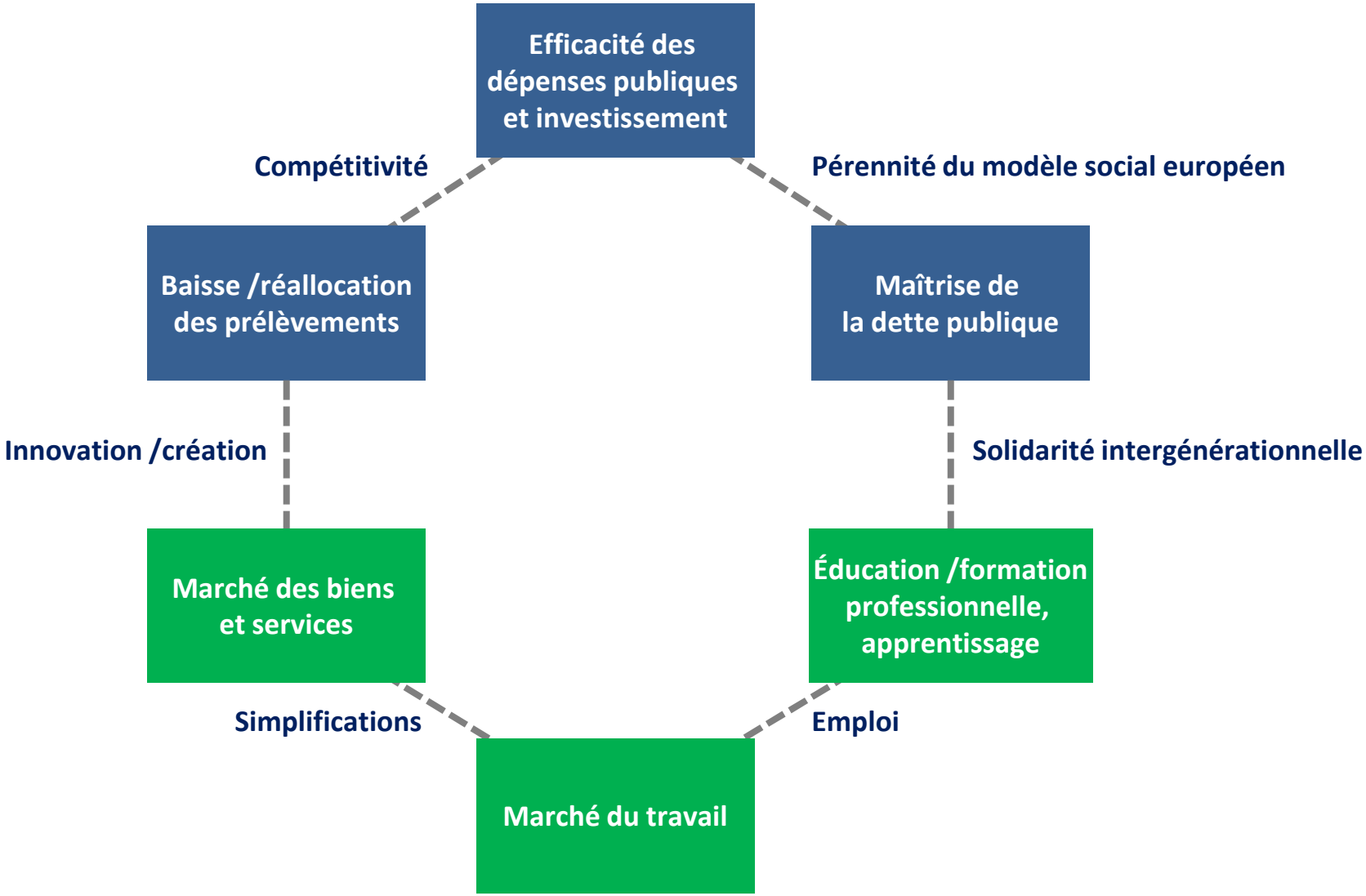
  ➢ Priorité à l'éducation, et à court terme au système de formation professionnelle et à l'apprentissage

- La surabondance de réglementations appelle un effort massif et structuré de simplifications :

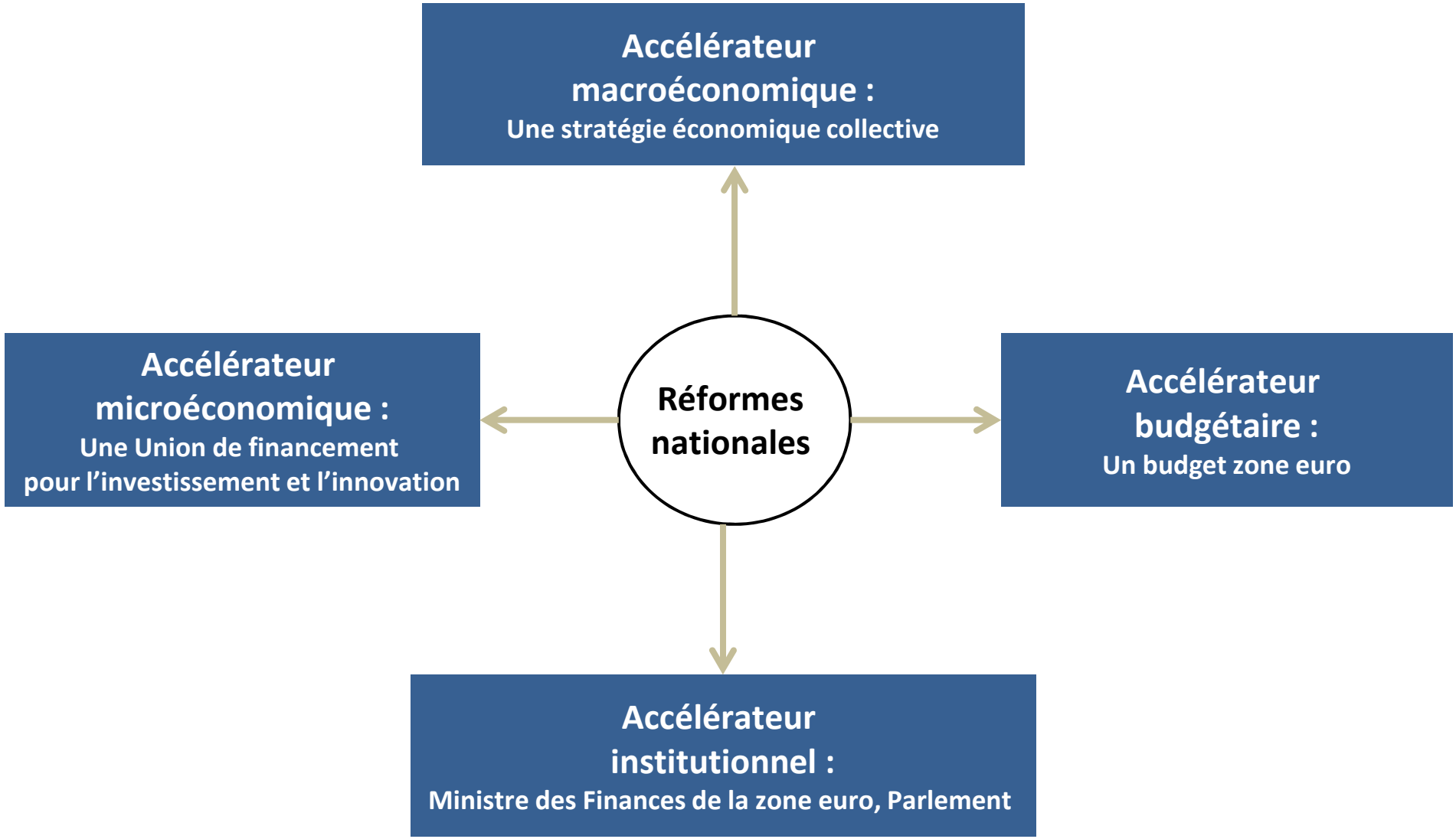
  ➢ L'action doit être menée parallèlement sur le marché du travail (décentralisation et sécurisation juridique) et sur celui des biens et services (lutte contre les rentes)



4. L'action en France : les six clés du succès



4. Et l'Europe? 4 accélérateurs de l'Union économique



Conclusion

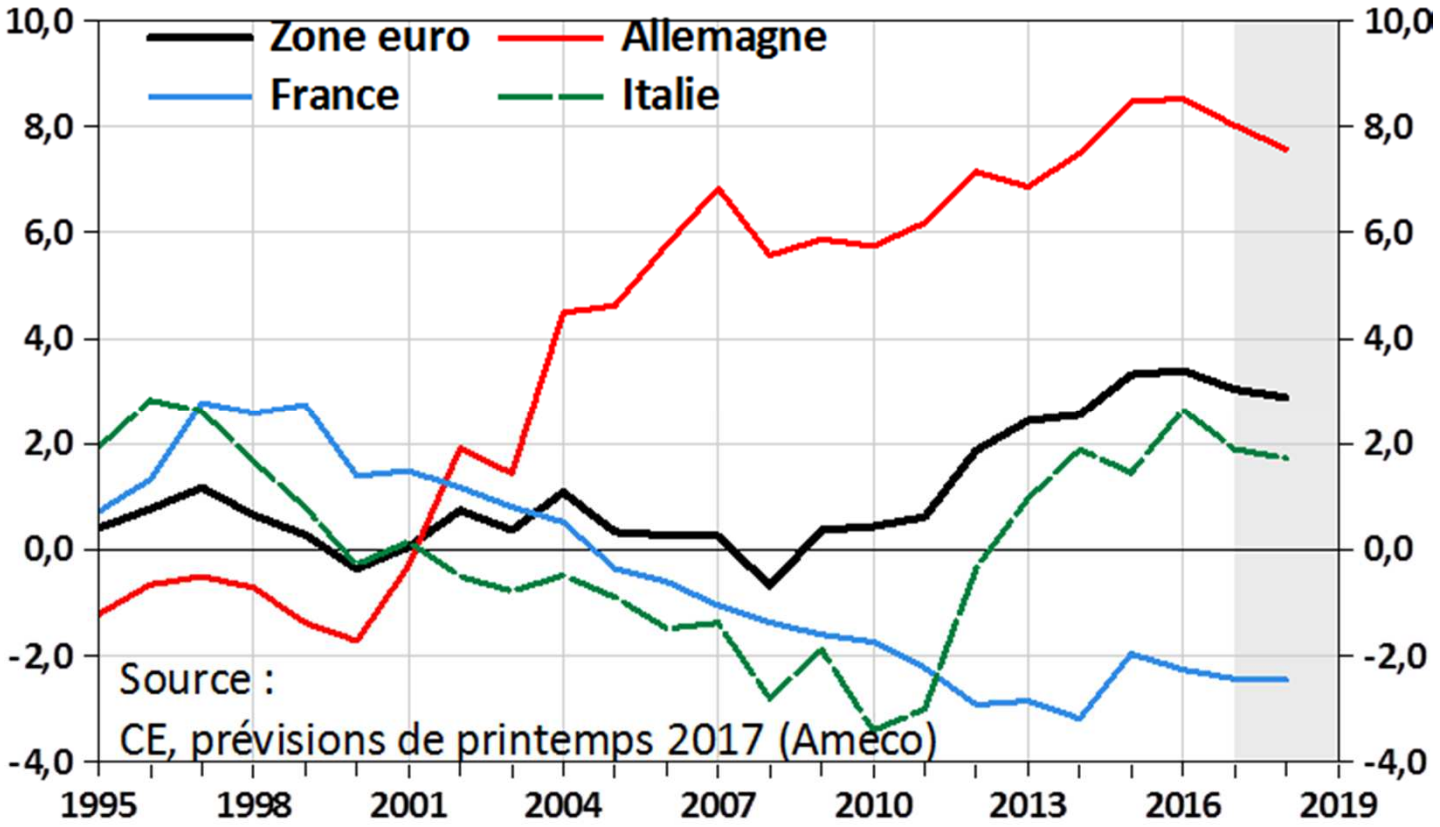
Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir mais de le rendre possible.»

Antoine de Saint-Exupéry

Annexes

2.4 Épargne : une ressource abondante en zone euro

Solde courant
(en % du PIB)



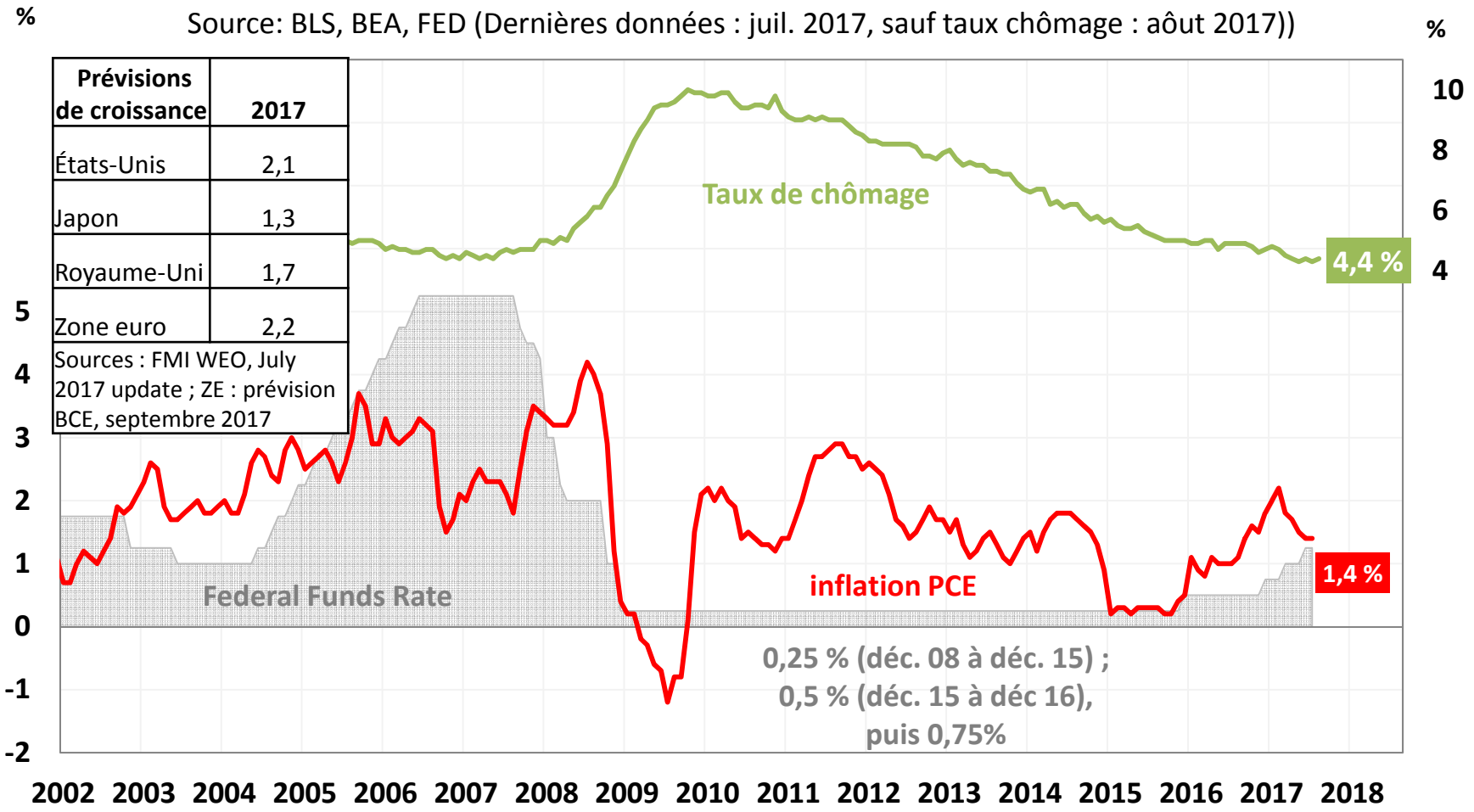
3.Eléments de réflexion sur l'emploi: EU, une économie proche du plein-emploi

Mandat Dual de la Réserve Fédérale "*Maximum employment, stable prices*"

Source: BLS, BEA, FED (Dernières données : juil. 2017, sauf taux chômage : août 2017))

Prévisions de croissance	2017
États-Unis	2,1
Japon	1,3
Royaume-Uni	1,7
Zone euro	2,2

Sources : FMI WEO, July 2017 update ; ZE : prévision BCE, septembre 2017



Note: L'inflation PCE (des prix à la consommation des ménages) est l'indicateur suivi par la FED pour son objectif d'inflation, cible à 2 %. Le FED Funds rate est le taux d'intérêt directeur fixé toutes les 6 semaines par la banque centrale américaine.

3. La croissance française est handicapée par le déficit commercial extérieur

Contributions au PIB

	Produit intérieur brut	Importations (-)	Exportations	Dépenses de consommation des :			FBCF des :				Variations de stocks (*)
				ménages	APU (individuel.)	Total	entreprises non financières	APU	ménages	Total	
2015T1	0,4	0,6	0,3	0,2	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,1	0,3
2015T2	0,0	0,1	0,3	0,1	0,1	0,2	0,1	-0,2	0,0	-0,1	-0,3
2015T3	0,4	0,6	0,0	0,2	0,0	0,3	0,1	0,1	0,0	0,2	0,4
2015T4	0,3	0,8	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,0	0,0	0,3	0,4
2016T1	0,6	0,2	0,1	0,7	0,1	0,8	0,2	0,0	0,0	0,2	-0,4
2016T2	-0,1	-0,3	-0,1	0,2	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,6
2016T3	0,1	0,9	0,3	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,6
2016T4	0,6	-0,3	0,4	0,4	0,0	0,5	0,1	0,0	0,1	0,2	-0,2
2017T1	0,5	-0,4	-0,2	0,0	0,1	0,1	0,3	0,0	0,1	0,3	0,7
2017T2	0,6	-0,1	0,7	0,2	0,1	0,3	0,1	0,0	0,1	0,2	-0,5
	0,5	-0,8	0,3	0,2	0,1	0,4	0,1	0,0	0,1	0,2	0,5